

COMPTE-RENDUS

I. B.P. DU 27 AVRIL 1946

Présente : BLEIBTREU - BILLOUX - RODIER - BOUSSEL - FRANK - SOUDRAN -
PRIVAS - FRANCIS.

I- Etant donné l'adoption de la réponse "oui" au référendum, le secrétariat demande que le B.P. procède à sa modification afin que les camarades de la majorité s'étant prononcés pour le "Oui" au référendum y soient en majorité.

Les camarades minoritaires se proposent pour prendre la responsabilité du secrétariat.

Le Camarade Billoux refuse de faire partie du Secrétariat.

Après discussion la solution suivante est adoptée : Le secrétariat reste tel qu'il est. (Bleibtreu, Bousset, Privas), il n'assume pas la responsabilité politique de la ligne adoptée. Eleibtreu ne sera plus secrétaire politique mais responsable à l'Agit.Prop.

II- Affiche pour le référendum - Lecture du projet Bousset. Adopté avec modification de forme par :

4 pour -
3 contre (Frank-Bleibtreu-Privas)
1 abst. (Rodier)

III- Après discussion sur le rapport de la commission de contrôle, le B.P. décide l'insertion au B.I. de la décision suivante :

" Le Camarade PERRIN (région Parisienne) est totalement et entièrement lavé des accusations qui ont été portées contre lui dans le parti et par des Staliniens. "

IV- REVUE - La décision sur la publication d'une revue du Parti sera prise sur rapport écrit préalable au prochain B.P.

V- DIVERSES

A- Tribune libre dans "La Vérité"

1) La tribune libre est réservée aux militants ouvriers n'appartenant pas au parti.

2) La tribune de discussion est réservée aux membres du Parti sur des points et pour une durée fixés par le B.P.

3) Les textes en seront revus par le Secrétariat ou s'il y a contestation au sein de celui-ci par le B.P.

4) Les textes n'auront pas plus de 4.000 caractères.

B- Frank demande s'il est vrai que le Camarade Beaufrère allait donner sa démission du parti à cause de la position de boycott sur la question du référendum. - Confirmé. -
.....

II - B.P. DU 29 AVRIL 1946

Présents : BLEIBTREU - BILLOUX - DEMAZIERES - SOUDRAN - FRANCIS - FRANK
PRIVAS.

Excusé : RODIER
.....

I- DISCUSSION SUR LE REFERENDUM - Insuffisance du travail de préparation de la campagne.

II- RAPPORT DE LA COMMISSION ELECTORALE - Pointage du partage des tâches de rédaction du matériel.

Discussion sur le service d'ordre de nos réunions. C'est avant tout une question de convocation des réunions (affichés, sympathisants, etc...) pour avoir un public débordant les perturbateurs et de préparation politique plutôt que du rapport de force physique.

III- Information sur le fonctionnement d'une fraction dans le Parti - A Jillo un bulletin édité par un "Secrétariat de la Minorité" a été donné à Privas - Lecture de ce bulletin (voir annexe page 50.)

Discussion : Les camarades de la minorité protestent contre le fait que ce texte soit mis en circulation maintenant dans le parti. Contre la fausse interprétation qu'on fait la majorité, contre le fait que leur tendance est caractérisée comme une fraction.

RESOLUTION PRIVAS SUR L'ORGANISATION D'UNE FRACTION

1- Le B.P. après avoir pris connaissance du Bulletin fractionnel diffusé par un "Secrétariat de la Minorité" constate qu'un véritable Parti a été constitué dans le Parti, clandestinement et en contradiction absolue avec les décisions et les engagements pris au Congrès.

2- De ce bulletin il ressort que cette fraction dite "tendance de la minorité" a : son bureau, son secrétariat, ses réunions, contrôle l'activité de ses membres dans le Parti, se propose de porter des sanctions contre eux si des défaillances dans le travail sont constatées.

- que la J.C.I. est considérée par elle comme son champ d'action propre,
- qu'elle se propose d'éditer la "Voix du travail" comme son organe à l'extérieur du Parti.

3- Le B.P. attire l'attention de tous les militants du Parti et particulièrement de ceux de la J.C.I. sur la gravité de leur participation à cette aventure scissionniste et leur demande de ne pas s'y prêter plus longtemps.

4- Le B.P. dénonce les allégations mensongères contenues dans les rapports de ce "secrétariat de la minorité" :

a) la reconstitution du C.C.I., mensonge qui n'est destiné qu'à couvrir d'un alibi l'aventure fractionniste de la minorité du CC.

b) les minoritaires du CC ont accepté comme tout le monde le remplacement des absents de la majorité par des suppléants majoritaires.

c) ceux-ci n'étaient pas triés sur le volet, mais étaient 3 des 4 suppléants parisiens.

5- Le B.P. décide la publication du bulletin de la fraction minoritaire au B.I.

6- Le B.P. demande instamment à la minorité du CC, de dissoudre leur fraction, cette activité ne pouvant que nuire au Parti.

IV- LA CAMPAGNE DU MILLION -- Même si la souscription atteint des chiffres bas, il ne faut pas les perdre.

.....

B.P. du 6 MAI 1946

Présents : BREISTREU -- BOUSSEL -- PRIVAS -- RODIER -- DEMAZIERES -- FRANK -- FRANCIS SOUDRAN -- ETIENNE + Assiste, sur proposition BOUSSEL : MICHELE

I- DISCUSSION SUR RESULTATS DU REFERENDUM

BOUSSEL -- Cite des chiffres pour montrer :

- a) abstention plus grande dans les départements ruraux que dans les départements industriels,
- b) les ouvriers ont voté pour les partis ouvriers. Les petits bourgeois fléchissent vers la droite.
- c) premier pas du désarroi de la classe ouvrière qui peut conduire à la catastrophe.

SOUDRAN -- Victoire du "non" doit marquer notre campagne électorale. Nous devons expliquer comment la classe ouvrière peut passer à la contre-offensive.

BREISTREU -- C'est une conséquence de la collaboration gouvernementale.

Les voix communistes et socialistes qui ont voté "non" ont voté contre la politique des partis ouvriers. Cela ne signifie pas un détachement vers le P.R.L. ou le M.R.P. Ce n'est pas un vote de méfiance envers le prolétariat, mais envers la politique des partis ouvriers.

Intensifier la campagne pour un Gouvernement PS-PCF-SGT qui ne se place pas sur le plan de la majorité parlementaire.

Insister sur le contrôle des élus.

FRANCIS : Attention aux chiffres de Lambert. Paraît hâtif. Les départements qui perdent le plus sont des départements ouvriers.

FRANK : Manifestation de mécontentement et pas du tout barrer la route ou ouvrir la porte à la réaction.

DEMAZIERE : Il n'y a là aucune victoire pour les ouvriers.

RESOLUTION MARCOUX

Le B.P. après avoir examiné les résultats du référendum constate :

- 1) que la victoire des "non" sera ressentie comme une défaite par la classe ouvrière.

La victoire des "non" a été due au regroupement décidé de la bourgeoisie et de ses partis, au déplacement d'une aile petite bourgeoise qui s'est détachée des partis ouvriers et s'est mise à la queue du P.R.L. et du M.R.P. comme aussi à un désarroi certain qui s'est manifesté dans une partie de la classe ouvrière.

- 2) Pour transformer le désarroi qu'a conditionné la victoire des "non" en un point de départ d'une offensive contre la bourgeoisie et pour le véritable regroupement révolutionnaire, le P.C.I.

doit exploiter à fond son vote oui au référendum en soulignant que : La défaite du P.C.F. et du P.S. les deux plus grands partis ouvriers du pays, a été la démonstration éclatante que les capitulations devant la bourgeoisie ne peuvent finalement mener qu'à la victoire de cette dernière.

.....

b) Le P.C.I. expliquera que la véritable solution ne peut en aucun cas être trouvée sur le plan parlementaire et sur celui de la collaboration de classes.

Le P.C.I. donnera le signal d'alarme : la collaboration de classe et la société parlementaire éloigne la petite bourgeoisie de la classe ouvrière et provoque le désarroi de cette dernière.

c) Le P.C.I. se fera le champion du mot d'ordre :

Rupture de la coalition -- Gouvernement P.C.F. -- PS. -- C.G.T.

et proposera le programme qui doit être appliqué par un tel gouvernement. C'est ainsi que le Parti apparaîtra comme le Parti qui défend les revendications ouvrières et indiquera les moyens de les faire triompher.

Pour : 3 (Lambert - Rodier - Marcoux)

Pour avec réserve : 2 (Domazières - Francis)

Contre : 3 (Frank - Bloibrou - Privas)

Abstention : 1 (Souâren)

Adoptée

RESOLUTION BLEIBTREU

Les leçons du référendum

Le vote non au référendum doit être exploité à fond pour démontrer que la politique de coalition a servi seulement les intérêts bourgeois, a désorienté le prolétariat et repoussé une partie des masses petites bourgeoises du côté des partis de la bourgeoisie.

Le vote ne s'est pas fait sur un texte constitutionnel mais sur les 7 mois du tripartisme : ravitaillement, blocage des salaires, travail au rondement, stagnation de la production. L'appoint au NOM a été fourni par un très grand nombre de mécontents qui n'en deviennent pas pour cela des électeurs P.R.L. ou M.R.P..

Notre oui, même honteux, a été une grosse faute. En dépit de toutes les habiletés de présentation il a fait du P.C.I. le "supporter" d'une politique désavouée par les masses. Notre position s'en trouvera incontestablement affaiblie, si nous n'opérons pas un sérieux redressement.

Non seulement nous n'avons aucune part de responsabilité dans le tripartisme, mais encore nous n'avons, quoique insuffisamment depuis 2 mois, mis en garde les masses et les organisations ouvrières contre ses conséquences inéluctables.

Le Parti a un rôle immense à jouer sur la base de l'avertissement brutal donné par le référendum s'il sait se délimiter des bureaucrates capitularde et banqueroutiers.

L'agitation pour la rupture de la coalition et pour le gouvernement ouvrier-paysan (qui n'est pas un gouvernement de majorité parlementaire) doit être intensifiée.

Il doit apparaître dans la campagne électorale, non seulement comme le parti des revendications ouvrières, mais aussi comme le seul parti capable de rendre confiance aux masses ouvrières et paysannes par sa politique de classe.

Nous expliquerons que l'échec des partis Staliniens et socialistes n'est pas une défaite ouvrière, mais un avertissement sérieux qui doit stimuler un vote massif pour les candidats ouvriers le 2 Juin

Dans notre campagne pour la Constituante, une grande place doit être faite aux revendications démocratiques transitoires : révocabilité des élus, élaboration de la constitution sous le contrôle des comités de masse.

Pour : 3 (Frank-Bleibtreu-Privas)

Contre : les autres

(Lambert-Marcoux-Rodier ne sont pas contre ce qui concerne le gouvernement PS-PC-CGT.)

II- MEETING DU 16 MAI

Modification des orateurs : Lambert - Bleibtreu - Domazière -
Président : Privas.

III- CAMPAGNE ELECTORALE

Privas reste à Paris pour la coordination centrale de la campagne
Frank va faire les meetings préparatoires de Bordeaux, ^{unanimité}

IV- RAPPORT SUR LE CONGRES DES J.S. : Francis

oooooooooooo

R.P. du 12 MAI 1946

Présents : Bleibtreu - Boussel - Privas - Domazière - Frank - Rodier - Marcoux -
Francis excusé (arrive à 12h.) - Soudran excusé en mission.
Domazière vote pour Francis.

I- Rapport financier (Privas) - Privas, Domazière, Rodier, constitueront
une commission du budget.

II- Rapport sur les listes P.C.I. - Privas. -

Nous présentons des candidats dans les circonscriptions suivantes :
Paris-Est - Paris-Sud - Finistère - Isère - Nantes - Pas-de-Calais - Clermont-
Marne - Lyon.

Plus encore 3 ou 4, avant qu'un emprunt nous sera accordé ou non.
Parmi ces dernières, il faut choisir entre Banlieue parisienne ouest ou Savoie,
Oise, Basses-Alpes.

Proposition Privas pour Banlieue Ouest (à cause de son importance po-
litique.

3 pour (Privas-Marcoux - Frank)

Proposition Rodier de ne pas faire d'autre liste dans la R.P. à cause
des forces de celle-ci -

5 pour

III- Discussion des textes de propagande pour la campagne

a) Le projet de circulaire de Bleibtreu devra être romanisé par Domazière,
Lambert.

(Marcoux vote contre cette commission)

....

- b) le projet d'affiche de Bloibtrou accepté avec retouche de forme.
- c) le projet de programme pour la Vérité, de Bloibtrou, adopté après réduction.
- d) Dans les endroits sans candidats trotskystes, nous dirons pourquoi nous ne pouvons en présenter (caution) et appelleront à voter pour le PS. et le PC. - Il y aura un placard dans la Vérité.
- e) Le slogan de la campagne à reprendre au maximum sera :
 UN SALAIRE VITAL !
 DU PAIN !
 A LA PORTE LE M.R.P.
 (Privas-Frank-Boussel étaient pour "Gouvernement ouvrier et paysan" à la place de "à la porte le M.R.P.") 5 Pour
- f) la troisième affiche sera utilisée localement.
- g) un placard de la Vérité servira comme affiche pour la commémoration de la commune.
- h) envoyer des clichés de notre insigne en province. - A mettre sur tous nos textes.
- i) Bloibtrou prépare des affichettes de réponse à la éabemio.

IV. Meeting de la Mutualité du 16 Mai

Accélérer les convocations dans les derniers jours. - Affichettes de rappel, auto avec haut-parleur, équipe d'agit. prop. faisant des prises de parole, publicité dans les journaux.

U R G E N T

Les camarades du Parti connaissant une langue étrangère sont priés de transmettre leur nom et adresse au Secrétaire d'Organisation, en vue de traduire des textes de l'Internationale.

U R G E N T

Le Parti a besoin d'un camarade connaissant bien l'Anglais (et si possible la dactylo) pour un travail permanent à Paris.

RAPPORT DU CAMARADE LAIBERT AU COMITE CENTRAL

Ce rapport s'il a été adopté par les camarades de la ~~gauche~~ droite du C.C., l'a été également par un certain nombre de camarades de la majorité. La droite l'a adopté en manifestant son désaccord avec l'analyse de la situation qui y est faite, à savoir pour moi la nécessité pour le parti de voter oui, se place dans le cadre d'une période caractérisée dans son ensemble comme une montée révolutionnaire, à l'échelle internationale et à l'échelle nationale. Les résultats des élections du référendum et de la Constituante ont encore une fois été interprétés différemment tant par les camarades de la minorité que par les camarades de la majorité "boycott". Personnellement je refuse à considérer le million de voix petites bourgeoises et des couches les plus retardataires qui ont voté pour le non au référendum, puis pour les partis bourgeois aux élections générales comme l'indice d'une "prise de conscience" de la part des masses populaires. Et si je ne veux dans le cadre de cette brève introduction, que reprendre une appréciation lancée dans la discussion par le camarade Pierre Franck, c'est qu'elle est fondamentalement inexacte et contraire à toute la réalité. Au lendemain des résultats du référendum on a pu entendre cette position fantastique de Pierre Franck, que "les ménagères et autres couches retardataires qui ont répondu non faisaient un pas en avant en désavouant les partis ouvriers. Je répondrai ultérieurement à Germain, mais il est impossible de passer sous silence le fait qu'il ne consacre pas une ligne à étudier les causes qui ont poussé la majorité écrasante de la classe ouvrière à répondre oui.

Je considère que dans l'état de la situation présente, les ouvriers d'avant garde ce ne sont pas ceux qui ont répondu "non", mais ceux qui ont voté "oui". Et ainsi que je l'indique plus loin, le oui des ouvriers n'est pas le oui à la politique de trahison du P.C.F. et du P.S., un oui au tripartisme, mais le fait que toutes les aspirations anti-capitalistes se résument dans une confiance dans la politique du P.C.F. Ne pas voir cela, c'est s'interdire de placer le problème de la construction du parti révolutionnaire sous son véritable aspect. Au contraire, s'il y a un sentiment sain dans le "non" de la ménagère, dans l'abstentionnisme ouvrier, ainsi que dans le fait que des syndiqués déchirent leurs cartes, en ce côté que se trouvent essentiellement ceux qui construiront avec nous le Parti. En général, ce sont des éléments démoralisés. Il y a là un problème d'importance pour la stratégie et la tactique de construction du P.C.F. Encore un mot, si tous les militants de la IVème peuvent être sensibles aux arguments de Germain et doivent les discuter, la généralisation de celui-ci est un peu trop hâtive, quand il place tous les membres du C.C. "oui" dans la catégorie de petits bourgeois impressionnés. Il y en a aussi qui militent dans des secteurs ouvriers essentiels, dans les syndicats, et j'avoue ne pas être pour ma part impressionné par cette appréciation, car je l'ai entendue souventes fois formulée, malheureusement pas par ceux qui étaient le plus liés à la classe ouvrière.

Le 9 juin 1946

R A P P O R T

La discussion au dernier B.P. a éclairci considérablement le problème du référendum. La position que va prendre le Parti a une extrême importance tant à l'extérieur que pour l'intérieur du Parti. C'est parce que je suis persuadé que la majorité du C.C. non seulement commet une lourde erreur, mais que sur ce problème épisodique nous touchons là un problème fondamental pour le Trotskysme :

"Comment faire vivre dans les masses notre programme, ou pour mieux dire comment en partant de la classe ouvrière telle qu'elle est avec le poids du stalinisme, l'amener à notre politique",

que je me suis séparé dans le vote ; Dans ce rapport j'essaierai de montrer comment ma position se rattache à une position d'ensemble sur la construction du Parti, position sur laquelle je suis en désaccord et avec les camarades de la minorité et avec certains camarades de la majorité.

Que représente la bataille électorale du référendum ?

Ce n'est plus le oui ou le non à une Constitution bourgeoise qui se trouve posé pour les masses. Il suffit de discuter une minute avec n'importe quel ouvrier pour s'apercevoir clairement qu'à ses yeux c'est le rassemblement des partis bourgeois contre les partis ouvriers particulièrement le PCF. J'estime que notre politique ne doit pas partir d'une situation idéale mais de la réalité. C'est à dire que partant d'une analyse de la situation dans son ensemble et de son expression dans les masses, le rôle du Parti est de dégager ce qu'il y a de sain dans le sentiment des masses pour l'opposer à la politique de trahison des partis ouvriers.

Les ouvriers pensent actuellement ceci :

"La situation va mal pour nous dans tous les domaines, salaires, rayonnement, etc... Pourquoi ? parce que "nos" ministres ne peuvent appliquer leur politique, sabotés qu'ils sont au gouvernement par le M.R.P.. Votez massivement au référendum pour le PCF et ainsi nous lui dégagerons la voie pour qu'il applique enfin sa politique".

Il faut analyser soigneusement la réaction des masses, examiner comment le PCF utilise ce qu'il y a de sain, pour mieux appliquer sa politique de collaboration de classes.

Ce qu'il y a dans la confiance des masses dans le PCF.

I) Quand les masses pensent : votons massivement pour que le PCF puisse appliquer sa politique, sa politique ne signifie nullement la politique effective de collaboration de classes mais une politique donnant satisfaction aux revendications des masses laborieuses. Cela veut dire que notre parti doit partir de cette contradiction entre le sentiment des masses et la politique réelle du P.C.F.. Les masses veulent le pain pour le pain il faut un programme pour le peuple : échelle mobile, nationalisations, etc... le P.C.I. les appelle à lutter pour le programme et imposer un gouvernement du PS et du PCF pour le réaliser.

2) Pour les masses, le référendum ne se place pas sur le terrain de la Constitution, mais sur celui de la confiance au P.C.F., contre les partis bourgeois, pour que celui-ci puisse appliquer un programme donnant satisfaction à leurs revendications. Que le P.C.F. utilise cette confiance pour se faire plébisciter sur le terrain de la constitution, c'est-à-dire sur un terrain où il veut montrer à la bourgeoisie et sa force et le fait qu'elle ne peut gouverner contre lui, et sans lui, c'est évident. Mais le rôle du Parti révolutionnaire, c'est justement d'opposer ce qui exprime de révolutionnaire dans le fond, la confiance au P.C.F., à la politique réelle de trahison des bureaucrates stalinien.

Les lamentations de la Vérité qui regrette que le terrain de la "bataille" soit celui de la constitution, ou vouloir s'en évader en lui opposant un terrain idéal hors de la perception des masses, celui de la Constitution soviétique, ne permet pas d'avancer. Le problème consiste à trouver le pont entre le terrain réel de la lutte, et celui sur lequel nous voulons le placer. Et pour cela, il faut partir de celui qui existe, et opposer le terrain créé par la politique de capitulations des partis ouvriers à la volonté confuse des masses. Le devoir du Parti révolutionnaire est d'exprimer clairement, non pas l'aspect formel de la réponse (oui ou non à la Constitution) mais le contenu réel qu'y mettent les masses (oui ou non à la bourgeoisie, aux revendications de la classe ouvrière).

3) Le P.C.F. ne veut absolument pas rompre le Tripartisme, forme actuelle de la collaboration des classes. Le M.R.P. également. Mais pour que le P.C.F. puisse obtenir une majorité de oui, il ne contentera pas sa politique sur le terrain de la constitution, mais essaiera de s'appuyer sur le sentiment des masses qui veulent la rupture de la coalition, pour faire croire qu'il lutte pour un gouvernement bipartite et pour chasser le M.R.P. Il ne s'engagera d'ailleurs pas à fond dans cette politique, craignant mortellement ce que peut exprimer dans le fond ce sentiment des masses, qu'il utilisera uniquement pour les faire voter massivement au référendum.

4) La politique que je préconise au référendum signifie se mettre dans le courant des masses pour utiliser ce qu'il y a de progressif, de fondamentalement révolutionnaire, afin de l'opposer à la politique traître du P.C.F. Plusieurs discussions se sont déjà amorcées au B.P. sur la manière de lutter contre le Stalinisme. Pour le Comité de Rédaction de la Vérité, était considéré comme sectaire une critique de la politique stalinienne dans les faits.

J'estime que sur le référendum, nous avons la possibilité, en partant d'une analyse qui considère que la bourgeoisie veut améliorer ses positions au vue d'une offensive future contre la classe ouvrière, d'exprimer clairement comment le P.C.F. trahit les intérêts de la classe ouvrière, par conséquent, enfoncé dans la collaboration de classe y compris sur la question du référendum.

5) Il y a 20 jours, au moment où le CC s'est réuni, les masses se désintéressaient de la bagarre parlementaire au sujet de la Constitution. Seule la Vérité pouvait placer en édito, l'histoire du Sénat. Nous avons raison, alors, de partir de là, pour expliquer que les masses ne pouvaient reconnaître où se trouvent leurs intérêts dans toute cette histoire. Nous avons raison d'exprimer ce sentiment par la boycott.

Le fait de mêler nos voix, au P.R.L., n'avait que peu d'importance, si un courant large dans les masses avait compris notre politique.

6) Aujourd'hui les masses ne se désintéressent plus du référendum Elles envisagent le oui, sous l'angle d'une lutte contre la bourgeoisie. Il s'agit pour le Parti révolutionnaire de partir de là, d'examiner la signification sur le plan de classe, de l'aspect électoral.

Le Parti révolutionnaire, quand il est faible, quand il n'est pas encore reconnu comme tel par de larges masses, ne choisit pas un terrain idéal de lutte. Il élabore sa politique en partant du terrain créé par la collusion des partis ouvriers avec la bourgeoisie. Le problème c'est de participer à la lutte, en élevant la conscience de classe des ouvriers, en partant de leur niveau réel.

7) Le camarade Privas justifie sa position en déclarant que la défaite électorale du P.C.F. se traduirait dans les masses par un désarroi peut-être renforcé, mais uniquement conjoncturel, car "nous sommes dans une montée révolutionnaire". Pour ma part, je crois que nous sommes effectivement dans une telle période, ce qui implique la certitude que les masses peuvent engager spontanément leur combat, indépendamment de l'existence ou non du Parti. Toutes les conditions objectives les poussent au combat. Mais si la spontanéité des masses est un fait indépendant du Parti, pour qu'elle puisse déborder largement les directives traîtres, il faut que se réalisent un certain nombre de conditions. Il n'est pas écrit que les masses, même en engageant des combats, en débordant le P.C.F., prennent conscience de la trahison de celui-ci. Aujourd'hui, une "défaite" sur le plan électoral - car le fait que le P.C.F. n'ait pas la majorité, qu'il perde des voix, est une défaite, dans la mesure où ses voix ne se portent pas sur nous (sinon comment expliquer que un des facteurs qui nous font estimer la situation révolutionnaire est la poussée à gauche aux élections) - demain une autre dans une grève partielle pour les salaires, après-demain sur un autre plan, et j'estime que le désarroi, dans les masses, s'approfondirait. Il est bien vrai que l'enjeu de la lutte de classes à cette étape ne peut pas être solutionné par la voie froide, que toutes les conditions sont rassemblées pour que la classe ouvrière engage le combat. Mais si le parti révolutionnaire, le P.C.I., n'agit pas dans le sens de l'exploitation des conditions pour le combat, il est possible que la défaite finale ait lieu après une série de défaites partielles. Rien n'indique le contraire.

Notre optimisme révolutionnaire, notre certitude de la possibilité de créer le Parti, repose sur une analyse générale qui nous fait penser que toutes les conditions sont rassemblées pour le combat de classe, que ces combats éclateront indépendamment de notre existence, mais une suite d'erreurs et de fautes de notre part, une incapacité de nous lier à la lutte réelle de la classe ouvrière et le mouvement spontané au lieu de s'élargir se limitera à une série de batailles partielles isolées.

Demain une victoire électorale du P.C.F. n'entraînera peut-être pas immédiatement un mouvement généralisé, mais alors les masses pourront passer à un degré de plus dans la compréhension de la trahison du P.C.F.

"Comment on vous a dégagé la voie, la coalition des partis bourgeois est défaite, et vous continuez le tripartisme, la collaboration de classes."

Qui ne peut comprendre le poids qu'aurait notre propagande pour la rupture de la coalition pour un gouvernement des Partis ouvriers appliquant un programme pour le peuple. Au contraire une défaite électorale basée sur un abstentionnisme massif de la classe ouvrière, et des éléments petits bourgeois, accentuerait le désarroi, fournirait une base plus solide pour que le P.C.F. justifie sa collaboration au gouvernement. Est-ce à dire que toute perspective de combat serait bouchée ? Pas du tout. Les conditions poussent les masses à combattre. Mais le devoir du P.C.I. est de travailler à élever le niveau de conscience des masses. En nous isolant, car le boycott nous isolerait, notre Parti se couperait la possibilité d'exploiter la trahison du P.C.F. en partant des préoccupations réelles des masses.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'une série de défaites conjoncturelles pourraient aboutir à l'écrasement final et si l'opportunisme est un grand danger pour la construction du Parti, le sectarisme basé sur l'isolement, sur la volonté de remplacer un terrain idéal de lutttes, les conditions réelles de combat des masses, en constitue un autre non négligeable. Le Parti a souffert de ces deux déviations.

Rappels sur le passé.

Il y a des périodes historiques où les révolutionnaires ne peuvent être qu'à contre courant, où ils préparent les positions tactiques et pratiques de la Révolution Proletarienne, certain qu'ils sont que par le jeu même des conditions objectives les masses seront poussées à l'action. Ainsi Trotsky rappelle qu'il n'était pas de "bon ton" de se proclamer bolchévik en 1914 dans les usines. Ainsi, fin 1940, quand les masses étaient dans un état complet de prostration, les efforts du P.O.I. pour s'intégrer à tout prix dans le courant, l'ont entraîné vers une politique opportuniste.

Mais dans la Résistance, après la guerre Germano-Russe, au moment où de larges couches ont commencé à se rassembler, nous avons adopté une tactique faussée. Si nous avons redressé par la suite, nous avons été cependant incapable de faire passer dans la vie ce redressement. Dans la résistance, il y avait le sentiment sain et l'antibochisme. Le rôle du P.C.I. était d'entrer dans les F.T.P., les C.P. et les milices patriotiques, d'intervenir dans l'action réelle des masses, pour développer notre politique de lutte de classes; pour dénoncer la trahison et la duperie de la collaboration de classes des partis ouvriers. L'opportunisme de la minorité ne résidait pas dans la volonté de s'intégrer dans le mouvement des masses, mais dans la ligne qu'elle entendait y poursuivre; politique basée sur le caractère d'impérialisme ? opprimé ? qui aurait été le caractère de l'impérialisme français sous l'occupation.

Ainsi, isolé des masses, nous avons lancé les mots d'ordre du Groupe ouvrier et du groupe de Front Ouvrier, c'est-à-dire qu'à la lutte réelle des masses, nous avons opposé une politique et une forme d'organisation idéales, mais qui ne pouvaient acquérir aucune portée. Ce qu'il fallait comprendre, c'est que du fait de notre faiblesse, nous ne pouvions choisir notre propre terrain de bataille. Nous devions comprendre que le terrain de bataille de la classe ouvrière était forgé indépendamment de nous par la politique conjuguée de la bourgeoisie et des partis ouvriers traîtres. Le P.C.I. devait choisir le terrain tel qu'il était, les masses telles qu'elles étaient, sans phrases, et exprimer ce qu'il y avait de sain, de révolutionnaire dans leurs réactions chevines, et boches.

Comment ne peut-on comprendre les leçons de ce passé ?

L'opportunisme à la lumière de la Vérité

Je voudrais montrer rapidement, pour terminer, comment la Vérité, avec des phrases radicales, exprime dans le fond une politique opportuniste.

Dans l'article le M.R.P. abandonne la Constitution, ce qu'on examine,, c'est uniquement l'aspect parlementaire. 5.000 caractères pour expliquer à la classe ouvrière que le "soir même le comité directeur du M.R.P. le 15 Avril" et tout sur le même ton. Puis ce sont les conseils et les lamentations "Il serait absurde..." et enfin le radicalisme "la seule manière de sonder le bloc socialiste-Communiste, c'est de rompre la coalition, c'est de mobiliser, c'est.. Qui ? Comment ? Pourquoi ?

En réalité, nous devons expliquer que c'est sur le terrain de l'action de classe que les ouvriers peuvent faire échec à la politique de la bourgeoisie, politique renforcée par le Tripartisme et la collaboration de classe.

Nous devons formuler ainsi notre politique :

Le M.R.P. sur le plan parlementaire rompt la coalition, engage l'offensive contre les partis ouvriers. Comment 7 mois après la victoire électorale d'Octobre, ce fait est-il possible et concevable ? Le 21 Octobre les partis ouvriers avaient la majorité au parlement, dans le pays et ils ont accepté de collaborer au gouvernement avec les agents des trusts du M.R.P. Dans tous les domaines, ils ont capitulé : sur les salaires, sur les nationalisations, sur la constitution qui constitue la charte de la capitulation. Mais la bourgeoisie veut aller encore plus loin, elle veut faire aux élections, une épreuve de force et sur la base d'une victoire, créer les conditions d'un regroupement plus ferme et plus solide en vue de son offensive future. Le problème n'est plus la constitution élaborée par le tripartisme, mais une épreuve de force entre elle et les partis ouvriers.

Nous, Parti Communiste Internationaliste, nous dénonçons la constitution présentée au référendum.

Nous dénonçons la politique du P.C.F. "produire"

Nous dénonçons le caractère même du référendum, mais dans cette lutte nous sommes aux côtés de la classe ouvrière, face à l'offensive de la bourgeoisie.

OUI, pour la rupture de la coalition !

OUI, pour chasser le M.R.P. !

Mais ce oui, c'est le oui contre le patronat !

C'est le oui à la lutte pour les salaires, pour le ravitaillement, contre le blocage des salaires et le salaire au rendement !

C'est le oui pour l'Echelle Mobile !

C'est à dire notre lutte à l'usine, dans les champs, contre le patronat avec les formes appropriées, (grèves, contrôle ouvrier, etc..).

OUI pour voter pour les candidats trotskystes au 2 Juin. (Dans la lutte pour le référendum, le Parti en votant dans le sens indiqué par cette résolution pourra développer de la façon la plus claire le mot d'ordre du Gouvernement Ouvrier-Paysan tel qu'il a été défini au dernier Comité Central.

LETTRE DE HENRY SUR LE REFERENDUM

Camarades,

Je tiens à vous dire, avant l'aventure du référendum, pour ou contre la Constitution de la "République Française", laquelle suivant les dires mêmes de nos "Unioniens et sociaux démocrates", est bel et bien tout ce qu'il y a de plus "garantie "Républicaine" et "Démocratique", mais pas du tout "Socialiste" ni "Communiste", ni socialo-communiste et encore bien moins à tendance Soviétique (ce qui veut dire, qu'elle est pratiquement bourgeoise.) Malgré la majorité parlementaire PCF-SFIO. Cela n'empêche pas ces partis, dits ouvriers, d'être de plus en plus opportunistes et capitulards, sur toute la ligne, en bons valets qu'ils sont, la preuve est faite de la bourgeoisie.

Comme l'explique du reste si bien l'article de tête de notre "Vérité" de ce jour, appuyé de celui de "Marcoux" démasquant avec raison cette constitution, qui est en réalité parfaitement "bourgeoise" (faisant son jeu) est ainsi presque réactionnaire et anti-démocratique : Son projet, si adopté demain, sera un véritable caenn pour les travailleurs."

Devant pareil danger, vous faites preuve de décision, en vous dressant, pour faire opposition de toutes vos forces et dites qu'à aucun prix, vous n'avalliserez cette constitution pareille..... parce que.....etc... (voir la Vérité)

En conséquence de quoi, vous répondez...sic...et aussi sec... OUI !!?

J'avoue ne pas pouvoir très bien vous comprendre, ni m'expliquer cette énergique... et aussi contradictoire position de votre part (prise à la majorité du CC à 12 c/9.)

Pourtant, Favre donne également à lui seul, suffisamment d'explications qu'il est inutile et superflu de reprendre - toutes irréfutables, à mon avis - en faveur du Boycott, position de combat, justement prise d'abord par vous et nettement la plus défendable sur tous les rapports. (Tactique préférable à celle de voter Non, pour ne pas paraître mêler nos voix avec la droite. Il fallait donc la garder, et ne pas la changer en Oui, mal choisi et déplacé.)

Votre renoncement et l'abandon du mot d'ordre de Boycott, qui s'imposait, ne montre que faiblesse et confusion théorique et tactique, dans l'action (par suite d'erreur de jugement et mauvaise analyse de la situation) d'où ce changement précipité de position, en Oui, opportuniste et inopportun, à la fois, faisant un révisionisme condamné cependant, par ailleurs, par les mêmes majoritaires.

Ce qui me frappe surtout, laissez-moi vous le dire, c'est la crainte que de dérobage en moindre mal, peut découler le risque d'aboutir en fin de compte à des idées nous entraînant vers le néfaste courant qui nous trainera ensuite à la remorque du Stalinisme.

Tout cela repose sur les jugements et leçons qu'il nous faut tirer logiquement, d'après les propres critiques déjà faites par vous, contre certaines thèses présentées au Congrès, et sur lesquelles notre Parti, ne pouvait, n'a ne devait prêter attention, autrement qu'en se déclarant unanimement pour le maintien d'une ligne ferme, et conséquente B.L., par nous, en tant que section française de la 4^e Internationale, qui se doit de rejeter toute politique qui s'en écartere.

.....

LETRE DU CAMARADE FRANCIS SUR LE REFERENDUM

Le Camarade FRANCIS, membre du B.P. n'ayant pu assister à une séance de celui-ci, a fait parvenir sa position sur le referendum dans la lettre suivante :

" Au cas où le M.R.P. voterait contre la constitution, je suis à fond pour voter pour tout en exprimant nos profonds désaccords. Pourquoi ?

a) Parceque, contrairement à la thèse développée au C.C. par le Camarade FRANK et quelques autres, le vote n'a nullement lieu pour ou contre l'Etat bourgeois. Jamais dans la vie on ne voit un référendum pour ou contre le capitalisme. Il s'agit d'un acte politique. Si nous avons devant nous deux blocs comprenant des partis bourgeois, l'un de droite et l'autre de gauche avec les partis ouvriers, il faut dénoncer les deux blocs comme bourgeois et anti-démocratiques et s'abstenir, en donnant à cette abstention un sens actif, positif qu'on peut exprimer par le terme - du reste impropre - de boycott. Si, par contre nous avons devant nous, d'un côté les partis "ouvriers-bourgeois", de l'autre l'ensemble des partis bourgeois, qu'on le veuille ou non, et quel que soit le contenu de la Constitution, le débat oppose la classe ouvrière, telle qu'elle est, (avec ses organisations de trahison mais qu'elle continue à suivre dans son immense majorité), à la bourgeoisie comme bloc. Il faut alors dire notre opposition à la politique bourgeoise des partis ouvriers de masse, notre opposition à cette charte rédigée avec les bourgeois du M.R.P. et qui reste profondément anti-démocratique sur de nombreux points. Mais il ne faut pas se séparer des partis ouvriers dans le vote contre les partis bourgeois. Il sera très facile d'expliquer notre changement de position à partir du changement de position du M.R.P. - Toute autre position nous paralyserait aux élections même si de nombreux ouvriers se désintéressent de la Constitution.

Je demande donc que la question soit posée au B.P. si le M.R.P. change de position et qu'au besoin on convoque le C.C.

Dans cette question comme sur toute autre question qui aurait une importance, je donne ma voix au Camarade Domazière "

RESOLUTION DE LA COMMISSION COLONIALE

La Commission coloniale du Parti (reliée au S.I.) a fait parvenir la résolution suivante sur la question du Référendum :

- La Commission Coloniale, informée de la décision que vient de prendre le C.C. sur la question du referendum, a voté la résolution suivante :

1°) Elle proteste contre ce revirement brutal qui aura certainement pour effet :

- a) de déconsidérer le Parti aux yeux des masses, auxquelles n'éclairera pas un signe aussi évident d'inconsistance et de légèreté;
- b) de démoraliser les militants et de créer les conditions d'une crise grave au sein de l'organisation.

Elle déplore que ces simples raisons n'aient pas eu plus de poids dans une détermination qui est appelée à avoir pour le Parti des conséquences encore plus fâcheuses que l'erreur politique à laquelle elle est sensée parer.

2°) Elle considère comme juste la position initiale de boycottage préconisée par "LA VERITE", laquelle avait le mérite, tout en délimitant le Parti des fascistes et de la droite, de bien marquer que celui-ci ne pouvait, en aucun cas, apposer sa signature au bas d'un texte légitimant toute propriété, y compris l'appropriation de la plus-value extorquée à la classe ouvrière par la bourgeoisie (art. 35, 2° alin.) et consacrant le colonialisme sous couleur d'une "Union" à laquelle les populations des territoires d'outre-mer et des Etats soi-disant "associés" ne sauraient donner, dans les conditions de l'oppression qu'elles subissent, une adhésion valable (art. 41).

3°) La Commission Coloniale considère le vote favorable comme contraire à l'esprit du programme transitoire, programme auquel le Parti n'a pas renoncé, estimant que le "oui", loin de favoriser le débordement des appareils bureaucratiques par les masses, enchaîne, au contraire, celles-ci en entretenant dans leur esprit les illusions de la démocratie parlementaire, en émusant leur vigilance et en leur faisant perdre le sens de leurs intérêts véritables.

4°) Elle ne saurait admettre aucun des arguments d'opportunité dont on a voulu déduire la nécessité d'un vote favorable à la Constitution :

a) en boycottant, on ne "se coupe" pas des masses, car cette Constitution, élaborée dans une atmosphère de louches tractations parlementaires, ne suscite chez elles, en dépit d'une propagande tapageuse, aucun enthousiasme. Elles ont, en effet, fort bien compris que le texte soumis à leurs suffrages, malgré certains aspects progressifs, ne change rien à l'essence d'un régime contre lequel elles veulent lutter.

b) La classe ouvrière n'a rien à attendre de la soi-disant "stabilité" politique qui est censée résulter de ce vote. C'est à la honteuse coalition au gouvernement des partis ouvriers avec les représentants de la bourgeoisie qu'il faut mettre fin. Rien n'assure qu'une majorité de "oui" entraînera cette conséquence, puisque les partis au pouvoir ont pu se séparer sur cette question sans disloquer le gouvernement, de même que de Gaulle, malgré sa victoire sur les stalinien, le 21 Octobre 1945, a dû les appeler dans son ministère.

c) Ce n'est pas davantage avec les fictions juridiques qu'on "lutte contre le fascisme", ainsi que l'attestent des dizaines d'exemples de constitutions libérales promulguées soit dans différents pays d'Amérique latine, soit en Europe Centrale et Orientale après la première guerre mondiale, soit même en Espagne, en 1931, mais en mobilisant les masses sur un programme dont l'application est susceptible de déclencher leur enthousiasme et d'améliorer leur sort.

5°) La Commission Coloniale exprime sa conviction que la majorité qui s'est prononcée au C.C. pour une décision aussi déplorable n'a pas seulement manqué de clairvoyance, mais qu'elle a, en fait, capitulé dans la crainte de nouvelles calomnies stalinien, qui, pourtant, n'auraient certainement pas trouvé d'écho dans les couches politisées de la classe ouvrière et en fin de compte, dans un avenir prochain, ne seraient retournées contre leurs auteurs.

Résolution adoptée, pour le 1° point, à l'unanimité; pour les autres à 4 voix et une abstention.

.....
RESOLUTION DU COMITE CENTRAL DU P.C.I. - Section BELGE

Le Comité Central du P.C.I., section belge de la IV° Internationale, condamne énergiquement la nouvelle position du CC de la section française dans la question du référendum.

Voter OUI, signifie, qu'on le veuille ou non, approuver une CONSTITUTION BOURGEOISE et consacrer ainsi l'Etat bourgeois, la propriété capitaliste, la défense nationale et l'oppression coloniale. Ce n'est pas une question de tactique, mais une question de principe de voter dans TOUTES LES CIRCONSTANCES hostiles à une constitution bourgeoise, quelque'elle soit.

Voter OUI signifie substituer au Front Unique Léniniste de lutte contre la réaction A TRAVERS LA MOBILISATION DES MASSES, un "Front Unique sur le vote" qui est la négation même d'une politique bolchéviste, qui discrédite le parti révolutionnaire, l'empêche d'apparaître comme force indépendante, et lui fait renforcer les illusions parlementaires des masses.

Voter OUI signifie faire le jeu de la réaction qui espère décourager les militants ouvriers et démoraliser les masses en faisant endosser aux partis du prolétariat la responsabilité gouvernementale de la stagnation économique, du mauvais ravitaillement, de la misère, etc... La véritable offensive

.....de la réaction, offensive bonapartiste, essaiera de profiter de ce discrédit jeté sur le mouvement ouvrier, pour mobiliser les masses petites bourgeoises en dehors de l'arène parlementaire. Cette offensive est préparée par des manœuvres telles que la démission de de Gaulle et le refus du MRP de voter la constitution, et ne peut être contrecarrée qu'en montrant aux masses une autre issue que celle de Guin-Thorez.

Le CC de la section belge constate en outre que le referendum ne porte pas sur la question : OUI OU NON LES PARTIS OUVRIERS DOIVENT-ILS RESTER AU POUVOIR ? C'est cela qu'essaye d'insinuer la nouvelle majorité du CC Français, mais sur une PLATE FORME CONSTITUTIONNELLE PRODUIT DU TRIPARTISME, à laquelle la bourgeoisie s'oppose parce qu'elle la considère comme trop "libérale". Le parti révolutionnaire ne soutient pas une plate-forme bourgeoise contre une autre, mais leur oppose sa propre plate-forme des masses; d'ordres transitoires et démocratiques, pont vers la plate-forme soviétique.

Le CC de la section Belge regrette que le tournant brusque dans l'attitude du CC français ait jeté la confusion dans l'avant-garde, considérant la nouvelle position comme une déviation opportuniste extrêmement dangereuse et demande aux militants et à la direction du Parti de revenir à une position Léniniste.

Résolution approuvée à l'unanimité.

oooooooooooooooooooo

LETTRE DU S.I.

Le S.I. a fait parvenir une lettre au Parti, dont nous extrayons les passages suivant intéressant la discussion actuelle :

" Le S.I. a pris connaissance avec la plus grande satisfaction de la légalisation de la "VERITE". C'est là le résultat de la campagne persévérante menée depuis de longs mois par le Parti, ainsi que par plusieurs sections soeurs de l'Internationale. Nous communiquerons cette victoire à toute l'Internationale.

Le Camarade Henry nous a mis au courant du Plenum de votre C.C.

En ce qui concerne la position que vous avez adoptée sur la question du referendum pour la Constitution, le S.I. est unanime à constater que vous avez commis une erreur en décidant le boycottage. Notre position sur une question qui touche le problème du caractère de l'Etat est claire et précise: Nous votons contre, et nous en expliquons les raisons, sans nous soucier du fait que des réactionnaires pour des raisons diamétralement opposées peuvent aussi voter contre.

S'ils existaient dans l'Assemblée Constituante, nos députés voteraient dans le même sens sur des questions semblables.

La thèse du boycottage n'a aucune justification théorique, et reflète votre embarras à adopter une position claire et cohérente.

RESOLUTIONS ADRESSEES PAR LES CELLULES DE PROVINCE

Résolution de la cellule de CHOISY LE ROI

La cellule de Choisy-le-Roi, réunie le 3 Mai 1946,

1°) PROTESTE avec énergie, contre la scandaleuse carence de la direction centrale du Parti. Elle dénonce en effet :

a) le fait que le PCI n'ait pas figuré, par la faute de cette direction, aux émissions de la radio nationale sur le référendum, auxquelles il avait le droit le plus strict.

oooooooooooo

b) le fait que les affiches pour le référendum aient été imprimées avec un tel retard qu'elles n'ont pu être collées que huit jours après celles des autres partis,

2°) CONDEMANNE formellement l'article du camarade Favre-Bleibtreu sur le "boycott" du référendum, paru dans "La Vérité" du 3 Mai 46. En effet, dans un numéro consacré en grande partie à la défense de l'Indochine et qui doit être remis à de nombreux camarades Indochinois, le secrétaire général du parti n'a pas à écrire que le "OUI" au référendum est un "coup de poignard dans le dos des Indochinois". La politique du Parti sur le "OUI" a été déterminée démocratiquement par le CC. Une fois la décision prise, aucune démocratie intérieure ne saurait permettre un article qui, par la comparaison entre le "OUI" honteux de la 1^o page, et le boycott véhément de la 2^o (défendu par le Secrétaire général du Parti) ne peut que rendre la politique du Parti absolument incompréhensible.

3°) CONSIDERE COMME TOUT A FAIT SURPRENANT que le Secrétariat du Parti soit encore constitué par des camarades qui ont estimé que la divergence avec la politique du Parti sur le référendum était assez profonde pour justifier la publication d'une résolution et d'un article contraires dans "La VERITE".

La Cellule de Choisy le Roi demande l'insertion du paragraphe 2° de cette résolution dans la prochaine "Vérité", et la parution de la résolution entière dans le prochain Bulletin Intérieur, accompagnée dans les deux cas de la mention "votée à l'unanimité".

Résolution : Votée à l'unanimité,

.....

DE LA CELLULE DE BORDEAUX -

Le P.C.I. sera-t-il le P.O.U.M. ?

Le vent de la défaite passe sur le Parti. Par sa décision de voter pour la Constitution bourgeoise la majorité qui vient de s'affirmer au CC. prend le chemin de la capitulation. Certes, nous ne voulons pas dire que tout est perdu, l'histoire du Parti bolchevick russe est pleine d'exemples semblables et il a toujours su redresser à temps. Nous sommes persuadés que l'organisation française aura, elle aussi, suffisamment de vitalité pour redresser sa ligne politique.

Que s'est-il passé ? Après avoir mené les partis ouvriers, de capitulation en capitulation, à voter une constitution consacrant la propriété bourgeoise, le M.R.P. estime que la classe ouvrière est suffisamment brisée dans sa combativité pour exiger une constitution encore plus réactionnaire. Les partis ouvriers ne tirent pas la conclusion de cette situation, c'est-à-dire : les libertés démocratiques, dans le cadre du régime capitaliste pourrissant sont sans cesse menacées; la bourgeoisie qui défend ses intérêts n'aura de zèle que lorsque ces libertés n'existeront plus. Pour elle la seule constitution acceptable, c'est une constitution fasciste; quand les travailleurs seront désarmés, brisés, elle sera tranquille. Par conséquent, la seule solution pour défendre les travailleurs et les libertés démocratiques, c'est de lutter pour une constitution prolétarienne, une constitution soviétique, qui assurera par la dictature du prolétariat l'écrasement du capitalisme. Dans toute bataille, celui qui stationne est battu, celui qui prend l'offensive s'assure la victoire. Se battre pour défendre la constitution bourgeoise qui nous est proposée, c'est accepter le piétinement, c'est abandonner; tout espoir de conduire la classe ouvrière au combat, LENINE et TROTSKY ont passé leur vie à expliquer ces choses. Les partis ouvriers ne les ont pas compris ou ne s'en souviennent pas. C'est pour cela que la classe ouvrière croupit dans la misère. Seul, jusqu'à ce jour, le P.C.I. relevait le drapeau de la lutte de classe. Aujourd'hui, sous prétexte de faire échec à la réaction, il va appeler les travailleurs à voter pour la nouvelle constitution bourgeoise. Mais, le seul moyen de faire échec à la réaction, c'est d'appeler les travailleurs à lutter pour une constitution soviétique, c'est d'appeler

.....

... les partis ouvriers à s'unir pour cette bataille. C'est de mener le combat inlassable pour le front unique de la classe ouvrière, face à la bourgeoisie, à ses institutions et notamment à sa constitution.

Le Front populaire n'a jamais fait autre chose que lutter pour défendre la constitution bourgeoise existante. La IV^e Internationale a réussi de s'associer à cette besogne en expliquant que la seule défense des libertés démocratiques consistait en une offensive contre le régime. Aujourd'hui la majorité du C.C. raye d'un trait cette lutte, elle la renie. Certes, il y a une différence entre le Front populaire et la coalition pour la constitution. D'abord, dans cette coalition, il n'y a pas de partis bourgeois. Mais c'est justement parce que les partis bourgeois se sentent assez forts pour se coaliser contre les partis ouvriers. C'est la preuve que le danger est grave, que c'est seulement par une action énergique de classe que nous pourrions triompher. Le chemin que prend la majorité du C.C. ne le permet plus/ "

.....

COMMUNIQUE DE LA REGION D'AUVERGNE

Le Comité régional, réuni le 27 Avril, a approuvé à l'unanimité la décision du C.C. d'appeler les travailleurs à voter OUI au référendum du 5 Mai. Il n'est pas question pour nous de masquer notre désaccord avec cette constitution, qui consacre la propriété capitaliste, le droit des trusts nationalisés aux indemnités, et du point de vue même des garanties démocratiques, comporte de nombreuses concessions faites au chantage du M.R.P. Mais la bourgeoisie toute entière : P.R.L., M.R.P. ou radicaux, coalisée contre la Constitution s'efforce manifestement d'en faire un plébiscite contre les Partis Ouvriers, seuls à voter OUI.

Nous appelons donc les travailleurs à se mobiliser dans un front unique de classe contre la réaction capitaliste et à voter OUI en exigeant des dirigeants socialistes et communistes qu'ils rompent enfin l'infâme coalition avec le M.R.P. et qu'ils constituent un gouvernement Socialiste - Communiste - C.G.T.

.....

RESOLUTION DE LA CELLULE DE CLERMONT

Votez OUI contre le bloc de la réaction capitaliste !

OUI pour la rupture de la coalition avec la bourgeoisie !

OUI pour un gouvernement PS - CGT

La constitution telle qu'elle nous est présentée ne saurait satisfaire les travailleurs. Fruit de la collaboration des partis ouvriers avec le M.R.P., enfant boiteux du tripartisme, elle consacre les rapports de propriété capitalistes existant ; elle intérimise la grasse indemnisation des gros actionnaires pour les nationalisations passées et à venir ; elle maintient la 2^e chambre qui, avec des pouvoirs limités, pourra néanmoins faire obstruction à la volonté des élus du suffrage universel, enfin, le Président de la République, élu pour sept ans, disposant de la force armée irresponsable devant l'assemblée, peut devenir l'agent d'un coup d'état bonapartista.

Mais la bourgeoisie tout entière, non contente des concessions obtenues, veut faire du référendum un plébiscite contre les partis ouvriers. Empêtrés dans le tripartisme, restent seuls à défendre l'œuvre élaborée sous la pression du M.R.P. Aussi, le P.C.I. tout en déclarant hautement que seule une constitution soviétique appuyée sur l'action des masses travailleuses pourrait leur donner satisfaction appelle les travailleurs au FRONT UNIQUE CONTRE LE BLOC CAPITALISTE qui va du P.R.L. aux Radicaux, du M.R.P. et de l'U.D.S.R. au Vichyste BARDOUX.

.....

En votant "OUI" le 5 Mai²⁰, en envoyant une majorité ouvrière à l'Assemblée Nationale le 2 Juin, les travailleurs diront aux dirigeants socialistes et communistes :

Il est temps de ROMPRE ENFIN CETTE INFAME COALITION AVEC LA BOURGEOISIE, qui nous a déjà coûté si cher, et que vous faites durer aujourd'hui encore.

GOUVERNEMENT PS. PCF. CGT. SANS MINISTRES CAPITALISTES, sans M.R.P. sans radicaux !

EN AVANT POUR LE FRONT UNIQUE DES TRAVAILLEURS CONTRE LE PATRONAT ET POUR LA DEFENSE DE LEURS REVENDICATIONS.

Pierre FRANK

" Les conceptions théoriques dans la question du référendum, c'est du galimatias la position, je la détermine en fonction du rapport de forces entre la bourgeoisie et le prolétariat ". Telles furent les paroles du Camarade Demazière au B.P., dans la discussion qui avait pour objet de déterminer la position du parti sur le référendum, après la rupture entre socialistes et stalinistes d'une part, et M.R.P. d'autre part.

Ces paroles sont plus significatives que beaucoup de textes, car elles montrent bien comment certains camarades déterminent la politique du Parti.

Le Parti repose sur une doctrine, sa base fondamentale, qui sert à son orientation et à définir la stratégie et la tactique du Parti en toutes circonstances. C'est du moins ainsi que nos maîtres l'ont fait. Nous pourrions accumuler exemple sur exemple. Il n'est pas de grandes crises dans le mouvement ouvrier où les marxistes n'aient été précisément à défendre les principes, la théorie, contre ceux qui opposaient des solutions plus "pratiques", plus "réalistes", plus "tactiques". Combien de fois ont-ils passé pour conservateurs en face des théoriciens du "mouvement" pour le mouvement lui-même.

Il est dommage que les militants français n'aient pas encore à leur disposition les textes de la dernière grande discussion dans laquelle Trotsky fut engagé. Ils verraient comment celui-ci recommença, à partir de l'a.b.c. du marxisme, défendant les principes théoriques que certains tiennent pour du dogmatisme, du sectarisme, contre Burnham, Schachtman et Co qui voulaient établir leur politique, seulement en fonction des "questions politiques concrètes". Tandis que Burnham et Schachtman prétendaient que "l'accord ou le désaccord sur les doctrines les plus abstraites du matérialisme dialectique n'affectent pas nécessairement les problèmes politiques concrets d'aujourd'hui et de demain", Trotsky démontrait que c'est "seulement sur la base d'une conception marxiste unitaire qu'il est possible d'aborder correctement les questions concrètes."

Fi du "galimatias" de Marx, de Lénine et de Trotsky pour prendre position dans la question de la guerre, pensait Schachtman! Fi de ce "galimatias" pour déterminer la tactique du Parti dans les syndicats! dira un autre! Fi de ce "galimatias" pour prendre position dans une lutte électorale! déclare Demazière. La seule chose qui compte, c'est ce "rapport de forces" dont on voudrait bien savoir comment Demazière, à la différence de nos maîtres, pourrait le mesurer et le modifier sans ce "galimatias"

La résolution qui fut votée par le Camarade Demazière, et adoptée, hélas, par une majorité du B.P., se terminait, il est vrai, par quelques mots tout en faveur de ce "galimatias". Mais, ces mots viennent là de manière bifurquée, à la manière d'une formule de politesse "nos respectueuses salutations" à la fin d'une lettre dont le contenu est dépourvu de tout respect envers son destinataire.

La construction de cette résolution est tout à fait symptomatique de la méthode qui a présidé à son élaboration : on a commencé par faire de la tactique et, à la fin, sans lien réel, on y a accolé quelques commentaires théoriques. Nous ne pouvons opérer que de façon absolument contraire : nous devons nous déterminer théoriquement; ensuite, en fonction des tendances dans les masses, nous avons à trouver la tactique appropriée pour les amener de là où elles sont à là où nous voulons les amener.

Avant d'en venir à la question même du référendum, il y a encore un point sur lequel les adversaires du "galimatias" et les partisans du "rapport de forces" feraient bien de méditer quelque peu. Une des caractéristiques principales de notre époque, ce sont ses tournants brusques (voir à ce sujet tout le "galimatias" contenu dans "l'I.C. après Lénine".)

.....

Or, ces tourments brusques indiquent, précisément, que le rapport de forces est, non seulement extrêmement difficile à mesurer, mais aussi très variable, souvent dans l'espace de quelques jours, et par suite, cela devrait nous inciter tous à procéder préalablement à quelques bonnes études de théorie, afin d'être plus aptes à nous livrer aux exercices très compliqués, et à la volée que requiert très souvent la tactique de notre époque actuelle. Notre Parti doit consacrer une grande partie de ses efforts pour "expliquer patiemment" la situation aux masses, et il ne pourra bien le faire qu'en s'accrochant de toutes ses forces à son programme; la tactique doit en découler, et non se déterminer en fonction d'un rapport de forces déduit des impressions d'un jour ou sucé de son pouce.

La position exprimée par le Camarade Demazière au sujet du referendum, peut presque textuellement se résumer comme suit : je me fiche de ce qu'il y a dans la constitution; je me fiche de ce que le tripartisme subsiste au gouvernement, je constate qu'il est rompu au Parlement, et nous devons agir dans le sens de la cassure; nous devons, dans cette bataille, où la bourgeoisie engage le combat, nous mettre aux côtés des partis ouvriers; c'est la première fois depuis longtemps que nous avons vraiment l'occasion de faire un front unique avec ceux-ci; la défaite des partis ouvriers au referendum serait une défaite ouvrière; il y a un désarroi dans la classe ouvrière, comme avant 1933 quand Hitler arriva au pouvoir; si la Constituante n'est pas votée, le désarroi deviendra plus grand.

Nous voulons tout d'abord faire observer que, ni le contenu de la Constitution, du point de vue théorique, ni ce qui se passe au Gouvernement, du point de vue tactique, ne peut nous être indifférent.

Le contenu d'une Constitution qui consacre la propriété capitaliste, la défense nationale en régime capitaliste, la domination coloniale, entre autres, ne peut-être négligé, sous prétexte du "rapport des forces". Notre propagande aurait dû, dès le début, expliquer notre opposition à une telle Constitution, et lui opposer une Constitution sur la base des Conseils; une telle propagande pourrait être du plus grand profit pour expliquer le programme transitoire. Sur une telle base de principes, il est impossible de justifier le vote pour la Constitution, même si le M.R.P. bloque avec le P.R.L. et les Radicaux, contre celle-ci. Je voudrais ici donner un exemple de position de principe prise par Trotsky dans des circonstances au moins aussi sérieuses que le referendum du 5 Mai. Au moment de la guerre d'Espagne, le 18 Septembre 1937, Schachtman, alors membre de la 4^e Internationale lui écrivit :

"Vous dites "Si nous avions un représentant aux Cortès, il voterait contre le budget militaire de Negrin!... Si, comme nous le prétendons, l'élément d'une guerre impérialiste ne domine pas à présent, dans la lutte en Espagne, et si d'autre part l'élément décisif est encore la lutte entre la démocratie bourgeoise déclinante... et le fascisme... et si nous sommes obligés de donner une assistance militaire dans la lutte contre le fascisme, nous ne voyons pas comment il serait possible de voter aux Cortès contre le budget militaire... Si un B.L. sur le front d'Huesca se voyait demander par un Camarade socialiste pourquoi son représentant aux Cortès a voté contre la proposition de Negrin de consacrer un million de pesetas à l'achat de fusils pour le front, que répondrait ce B.L. ? "

Le B.L. Trotsky, deux jours plus tard, répondait à Schachtman :

" Voter le budget militaire du Gouvernement Negrin signifierait lui voter la confiance politique Le faire serait un crime. Comment nous expliquerons notre vote...? Très simplement : Nous n'avons pas la moindre

confiance dans la capacité de ce gouvernement de conduire la guerre et à assurer la victoire. Nous accusons ce gouvernement de protéger les riches et d'affamer les pauvres. Ce gouvernement doit être renversé! Aussi longtemps que nous ne serons pas assez forts pour le remplacer, nous combattons sous ses ordres. Mais, à chaque occasion, nous exprimons ouvertement notre défiance en lui: C'est la seule et unique possibilité de mobiliser les masses politiques contre le Gouvernement et de préparer son renversement. Toute autre attitude serait une trahison de la révolution".

Si, au cours de la guerre civile en Espagne, le vote de crédits militaires au Gouvernement Negrin en lutte armée contre Franco, avait la signification d'un vote de confiance politique que Trotsky qualifiait de trahison, vote pour une constitution bourgeoise, quand il n'y a qu'une division parlementaire entre partis qui continuent de s'entendre au gouvernement, aurait une signification politique. Telle que le mot de trahison s'appliquerait avec encore plus de force: nous abandonnerions tous les principes sur lesquels repose notre organisation nationale et internationale, nous couvririons notre organisation d'un discrédit absolument inouï.

Pense-t-on que nos camarades anglais, par exemple, pourraient faire fi du contenu d'un projet quelconque du Gouvernement travailliste, pour la simple raison qu'il dresserait contre lui les conservateurs et les libéraux? Cette façon simpliste de faire de la politique, aux dépens de nos conceptions de base, est très apparentée aux méthodes en honneur dans la social-démocratie, notamment dans la social-démocratie de gauche chaque fois qu'il s'agit de justifier une capitulation: ce n'est pas le contenu qui importe, mais le fait que la réaction est opposée. Cette méthode, pour autant qu'on peut la qualifier de méthode, n'a rien de commun avec le marxisme; elle est la porte ouverte à la trahison pure et simple.

Il ne faut pas, nous dit-on se couper des masses. Mais, quelles masses? Nous sommes la section française de la 4^e Internationale; nous ne pouvons pas, sous le prétexte que nous nous couperions des masses de France, (ce que nous contestons d'ailleurs), aller à l'encontre de celles d'autres pays. En votant oui pour la Constitution consacrant "l'Union française", nous nous dressons, aux côtés des bourreaux, contre les masses opprimées d'Indochine, d'Afrique du Nord en lutte, jusqu'à la révolte armée, contre l'Union française. Au moment où notre presse relève les oppositions entre partis stalinien de différents pays tombés dans le social-patriotisme (Italie - Yougoslavie - France - Allemagne), comment pouvons nous prendre, sous le prétexte d'une tactique et d'un "rapport de forces" une position qui soit à l'opposé de ce que défendent les bolchevistes léninistes des colonies opprimées par l'Impérialisme français? On rougit de honte de voir où nous mène le jeu, avec des questions de principe.

Nous pourrions nous arrêter là, mais ce serait vraiment dommage de ne pas relever toute l'argumentation du Camarade Demazière qui n'a pas plus de consistance dans son argumentation de tactique, qu'elle n'a de base théorique.

Au lieu de se fier de ce qui se passe au gouvernement et de voir l'essentiel dans la rupture du tripartisme au parlement, il serait plus indiqué de se demander ce que signifie cette différence de relations entre partis au Gouvernement et à l'assemblée. Il est évident que le M.R.P. n'a

...pas l'intention de quitter le gouvernement et que ni Gouin, ni les chefs socialistes, ni les chefs staliniens ne sont désireux de les en chasser; sinon la crise gouvernementale serait déjà cuverte. Dans toute la polémique de presse, les journaux des uns et des autres jettent un voile sur cette question gouvernementale. Nos droitiers également au cours des discussions. En fait on a tout lieu de penser que des difficultés graves assaillent le gouvernement; notamment des problèmes financiers et probablement quelques conditions politiques liées à l'octroi de dollars; (voir une allusion dans l'intervention de Gouin pour le vote de la Constitution,) d'une part et la pression de l'U.R.S.S. d'autre part? Mais ces messieurs ne veulent pas, ne peuvent pas poser ouvertement ces questions. Ils ne peuvent pas aisément vivre ensemble, mais ils peuvent encore plus difficilement se séparer; en effet, leurs bases de classe antagonistes rendent leur cohabitation au Gouvernement pleine d'aléas; mais une rupture et une lutte ouverte pourraient entraîner des conséquences dangereuses pour la maintien de leur ordre social. C'est pourquoi ils s'efforcent les uns et les autres de régler leurs désaccords par la bande, en menant leurs conflits sur des terrains limités, n'offrant aucun passage commode à la lutte des classes. N'y avait-il pas, dans ces circonstances, de meilleur terrain qu'un conflit sur les dispositions d'un texte constitutionnel ?

On peut dire que ces fripons sont d'accord pour être en désaccord. En même temps, cette bataille du referendum leur sert de course préliminaire pour les élections du 2 juin. Le M.R.P. s'efforçant, par son non, de limiter ses pertes sur la droite au profit du P.R.I., le P.S. par son oui, s'efforçant de résister aux manœuvres de désagrégation staliniennes.

Au Parlement, on se divise; au Gouvernement, on continue à s'accrocher. Nous devons précisément dénoncer la comédie, afin de pousser à la rupture du tripartisme. A la porte les Ministres du M.R.P. ! En avant pour un gouvernement PS, PC, CGT ! Tels sont les mots d'ordre sur lesquels nous devons mettre l'accent dans les jours présents. Le M.R.P. se livre à un chantage, veut obtenir plus de concessions. Ce n'est pas une raison pour voter la Constitution qui est le couronnement de la politique tripartite; Ce doit être l'occasion de chasser les ministres du M.R.P. et de refuser la Constitution qui a été préparée en collaboration avec eux.

Le veto : oui, loin d'aider à la rupture, loin de semer dans les masses la défiance contre la politique traîtresse de leurs directions, ne servira qu'à estomper la critique que nous pourrions faire; cette critique apparaîtrait aux yeux des ouvriers avancés du monde entier qui, après tout, ne sont pas à négliger, aux yeux des peuples coloniaux et aux yeux de bien des ouvriers qui prendront la peine de réfléchir, comme un alibi honteux pour capituler devant la nouvelle campagne stalinienne. Au lieu d'expliquer que la bataille oui ou non, est une pseudo-bataille qui ne menacera pas les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie, nous allons jouer la petite flûte dans le grand orchestre stalino-socialiste qui commence à nous assourdir, de grand air de la république, de la patrie, de la stabilité et de l'ordre menacés ?

Il est parfaitement exact que la bourgeoisie, ses valets et ses complices n'ont pas la possibilité de déterminer de façon bien précise jusqu'où peut aller et où doit s'arrêter leur comédie de bataille; il est parfaitement exact que, dans ce genre d'opérations, des fausses manœuvres de part et d'autre soient possibles; il est possible que leurs chantages réciproques aboutissent à une cassure au gouvernement; mais, même dans ce cas, il est évident que des raisons supérieures de sécurité du régime les pousseraient à trouver une nouvelle

... formule de compromis. Le meilleur moyen de mettre des bâtons dans les roues n'est pas de se trainer à la remorque des partis ouvriers, avec quelques remarques verbales destinées à apaiser le coin de sa conscience où l'on a placé quelques notions de théorie marxiste, mais de dénoncer le caractère manœuvrier et factive de la lutte et d'appeler les ouvriers à intervenir pour la transposer sur un autre plan.

Nous avons vainement cherché, dans l'argumentation des partisans du oui, la démonstration que, par cette participation, nous pourrions contribuer à entraîner les masses pour qu'elles débordent le cadre parlementaire. De part et d'autre, ce terrain a été choisi pour que l'issue en soit sans danger. La réaction peut fort bien s'accommoder de la Constitution; il s'y trouve suffisamment de disposition qui lui sont favorables. Quant aux Partis ouvriers, ils font d'autant plus de battage qu'ils ne veulent pas vraiment mener la lutte contre la bourgeoisie. Sur ce point du débordement des luttes, la seule tentative d'argumentation a été celle du Camarade Soudran, selon laquelle les luttes parlementaires sont toujours liées et reflètent dans une certaine mesure les luttes extra-parlementaires, et il a mentionné les élections et la grève générale de 36. Fort bien. Mais depuis quand cela veut-il dire qu'il eut fallu voter avec le Front populaire pour favoriser le mouvement de grève de Juin 1936 ? Au contraire, le Front populaire était le meilleur moyen de la bourgeoisie pour enrayer l'offensive ouvrière.

Sur ce point l'erreur commise par nos droitiers est liée à leur conception erronée du mot d'ordre PS, PC, CGT. Ils lui donnent une valeur parlementaire; ils voient en lui avant tout une combinaison reposant sur une majorité parlementaire, sur le programme même de ces partis et dans le cadre même de la démocratie, au lieu de le prendre comme un mot d'ordre de mobilisation des masses, comme le couronnement d'une politique de front unique, classe contre classe, débordant la légalité bourgeoise. Dans cette querelle de la Constituante, nous avons seulement une combinaison "démocratique" du PS, du PC et de la CGT, sur un programme anti-ouvrier, une combinaison destinée à conduire le mécontentement ouvrier dans l'impasse. Nous ne pouvons, à son égard, avoir d'autre attitude que celle définie par le "Programme transitoire" sur ce genre de gouvernement ouvrier et paysan de nature démocratique:

"Le mot d'ordre de gouvernement "ouvrier et paysan" est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire, comme un mot d'ordre anti-bourgeois et anti-capitaliste, mais en aucun cas dans le "sens démocratique" que lui ont plus tard donné les épigones, faisant de lui, alors qu'il était un pont vers la révolution socialiste, la principale barrière dans cette voie."

Le vote oui pour la Constitution du PCF, du PS, et de la CGT n'est pas un pont qui mène les masses vers la révolution socialiste, mais un obstacle sur leur route; s'y associer est certainement une des plus funestes erreurs que peut commettre une section de la IV^e Internationale.

o
o

Qu'il n'y ait qu'une pseudo-bataille sur un terrain juridique, comme un moyen de manœuvre électorale, ou que cela se développe, pour une raison extraordinaire, en une bataille réelle, voudrait-on nous expliquer en quoi le vote oui nous fait-il faire le front unique avec les partis ouvriers ? Cette pièce de l'argumentation du Camarade Demazière n'est pas plus solide que les autres. Qu'on veuille bien relire certaines pages de Trotsky lors de la lutte contre la montée hitlérienne en Allemagne, comme fraction du P.C. à l'époque. Nous avons soutenu la candidature Thaelman.....

..... et étions contre toute candidature commune avec la social-démocratie, parce que cela n'était pas le front unique, parce que cela n'était pas le moyen de barrer la route aux nazis. Dans les élections, la tradition du mouvement marxiste, et plus généralement du mouvement ouvrier, c'est d'appeler les ouvriers à se compter, à s'affirmer pour le programme révolutionnaire. La conception fantastique d'un front unique par le vote impliquerait, non pas seulement le vote : oui le 5 Mai, mais aussi la suppression de toutes nos candidatures aux élections où nous pouvons, dans certains cas, faire passer des candidats bourgeois au détriment des partis ouvriers; et nous devrions aussi nous prononcer pour des listes communes / F.O.-P.S.; en fait nous deviendrions un appendice des Staliniens ou de ceux qui les supposent dans le P.S. Le Camarade GEOFROY logique avec lui-même, aurait voulu que nous propositions au P.S. et au P.O. une campagne commune dans le référendum. Demazière et ceux qui ont voté avec lui devraient être conséquents dans leurs positions; pourquoi ce qui est vrai le 5 Mai ne le serait-il pas le 2 Juin ? Si nous présentons des candidats, cela n'enlèvera pas de voix au P.R.L. ou au M.R.P., mais aux partis ouvriers, c'est une façon de "diviser" les ouvriers, c'est la façon de les diviser de la politique de collaboration de classes et de les gagner à la politique de lutte de classes.

Le front unique est avant tout une lutte effective sur un objectif précis avec des moyens effectifs contre un ennemi commun; conséquemment, il doit servir à nous renforcer au détriment des directions traîtresses; la lutte électorale, c'est une propagande, une démarcation sur notre programme, avant tout, par la force même des choses, une démarcation des autres partis de la classe ouvrière, même si cela risque de servir un candidat bourgeois.

Ajoutons, enfin, que lorsqu'il y avait le scrutin à deux tours, nous n'avons jamais opéré de désistement au nom du "front unique". Quand nous nous désistions, nous disions aux ouvriers : il n'y a entre notre programme et celui du parti que le plus grand nombre d'entre vous suit l'opposition la plus irréductible; mais nous ne voulons pas nous opposer à votre expérience du parti que nous dénonçons, nous voulons vous aider à le faire et c'est pourquoi nous nous désistons pour son candidat. Si là où nous n'avons pas de candidat nous votons pour un candidat d'un parti ouvrier, ce n'est pas par front unique, nous le faisons indépendamment du programme défendu par ce parti et ce candidat.

De même les camarades anglais, lorsqu'ils appellèrent à voter pour les candidats du L.P.; les camarades américains lorsqu'ils soutinrent un candidat ouvrier contre les candidats des partis bourgeois, n'ont jamais parlé de front unique dans ces circonstances. Nous regrettons de ne pouvoir présenter de candidat à nous, nous exposons notre programme dans la campagne, et le vote pour un candidat ouvrier n'est que la seule pauvre possibilité que nous possédons dans ces conditions pour tracer la ligne de classe. Mais voter oui le 5 Mai, c'est peut-être faire un certain "front unique" avec les grands partis ouvriers, un front unique pour la collaboration de classe et non un front unique de lutte pour les intérêts de la classe ouvrière.

Quant à la dernière partie de l'argumentation du Camarade Demazière, elle touche à toute notre analyse de la période présente et des perspectives. La comparaison avec l'Allemagne 1933 éclaire des divergences extrêmement grandes sur l'appréciation de la situation.

Observons tout d'abord que Demazière détache d'une façon absolue de l'ensemble de la situation le désarroi temporaire dans lequel se trouvent les masses travailleuses de France qui ont accumulé les déceptions depuis bientôt deux ans. La bourgeoisie a retrouvé un peu d'assurance et d'aplomb, mais de là à parler d'une offensive générale, c'est aller bien loin. Si Demazière voulait bien ne pas mesurer le "rapport de forces" à l'échelle nationale, on pourrait dire presque à l'échelle parlementaire, s'il voulait le mesurer à l'échelle internationale, il serait plus prudent en matière de "désarroi", de "défaite ouvrière" et d'"offensive générale de la bourgeoisie". Prenons un exemple édifiant : Voici deux mois, les partis ouvriers en Belgique ont pris une défaite électorale sérieuse. Le parti chrétien-social et les libéraux ont obtenu une majorité parlementaire sûre; néanmoins, du lendemain des élections jusqu'à ce jour, il n'a pas été un seul instant question, au cours de longues négociations, d'une crise mal dénoncée, à un gouvernement reposant sur cette majorité. La bourgeoisie belge, victorieuse aux élections, se voit encore contrainte de faire appel au concours des socialistes et et des stalinien dans le gouvernement et de maintenir le parti social-chrétien dans l'opposition.

Le véritable rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie à l'échelle internationale est très en faveur du prolétariat, en dépit de la faiblesse du parti révolutionnaire. Cela est particulièrement vrai en Europe, maintenant que le parti hitlérien a été détruit, que le parti Tory a été balayé, que l'impérialisme américain a à faire face à d'énormes mouvements sociaux (grèves, manifestations de soldats, ...). Le capitalisme ne tient que grâce au freinage des ouvriers par l'appareil des partis stalinien et socialiste. Nous examinerons dans d'autres articles les bases du stalinisme notamment, ce qui nous permettra d'apprécier sa force réelle. (Il faut, en définitive, passer par le "galimatias" de Marx pour donner une réponse à cette question, et non s'en remettre aux impressions d'une période extrêmement mouvante.)

Il n'y a pas, à proprement parler, d'offensive générale du capitalisme. La situation ne se laisse pas exprimer en une formule simple. Le capitalisme, pour la France par exemple, est, deux années après la "libération", beaucoup plus prudent encore qu'il ne le fut dans l'année qui suivit la grève de Juin 1936. Pour l'instant, il se contente de bénéficier du torpillage des revendications ouvrières par les directions de trahison. Il est d'une prudence extrême dans les usines, laissant à l'appareil syndical le soin d'inciter à la production. Il ne crée pas des syndicats professionnels, sauf parmi les cadres. Il ne fait que commencer à grouper ses forces dans le P.R.F., et se borne à tâter le terrain; cette faiblesse initiale doit évidemment être exploitée pour empêcher un développement et une consolidation. Le capitalisme sait mieux que nous qu'une provocation brutale et rapide, à l'heure actuelle, jouerait très vraisemblablement le rôle d'un coup de fouet réveillant la combativité des masses. Il ne peut que se prêter à cette comédie qui ajoutera une déception de plus aux masses. Qui donnera une victoire des oui ? Quelles conséquences aurait-elle ? Nous croyons qu'il faut nous munir de beaucoup de patience pour attendre une réponse à ces questions de nos droitiers.

Mais, nous objecte-t-on une victoire des : non augmentera le désarroi dans la classe ouvrière et entraînera un recul des partis ouvriers aux élections du 2 Juin. Dire cela, c'est prêter aux masses qui, certes, ont de nombreuses illusions démocratiques, une optique de notaire qu'elles ne possèdent pas. Les masses prolétariennes possèdent des illusions dans les capacités d'une majorité dans un parlement bourgeois, mais elles n'ont pas la superstition des textes écrits et les partis socialiste et staliniste auront des efforts bien plus considérables à déployer pour leur faire croire que l'adoption d'une charte quelconque est un enjeu essentiel de la lutte entre elles et la réaction, que pour obtenir leurs votes massifs le 2 Juin. Les masses ouvrières comprennent peut-être confusément,

... mais avec un sûr instinct de classe, ce que Lassalle démontre lumineusement dans un discours prononcé à Berlin en 1868, sur l'"essence des constitutions", à savoir :

"Les questions constitutionnelles sont premièrement et avant tout, non des questions de droit, mais des questions de force; la constitution réelle d'une nation réside dans le réel et véritable rapport de forces qui y existent, les constitutions écrites ne sont valides et stables que si elles expriment correctement le réel rapport de forces dans une Société... Rappelé-vous bien ce discours, Messieurs, et vous saurez, si vous vous trouvez jamais dans la position où vous-même aurez à rédiger une constitution, comment vous aurez à procéder et comment la tâche n'est réellement accomplie que par le changement du réel rapport de forces et non en remplissant une feuille de papier."

Il faut être prudent en général dans les textes théoriques de Lassalle; mais celui-ci est du "galimatias" que nous pouvons accepter sans crainte aucune, indépendamment de la question de principe. Nous devons d'autant plus résolument repousser la constitution qu'elle ne correspond pas au réel rapport de forces.

Déjà le referendum d'octobre 1944 - un véritable plébiscite - a montré qu'il n'y avait pas une correspondance étroite entre les résultats de celui-ci et ceux des élections tenues le même jour. Croire qu'une majorité de non provoquerait un recul, des partis ouvriers est une affirmation que même ceux-ci se garderaient d'émettre. On pourrait même plutôt penser qu'une majorité de non amènerait un sursaut de la part des masses afin de désigner le 2 Juin une majorité plus forte et plus solide, qui soit capable de créer des conditions de vie meilleures.

Le referendum du 5 Mai n'est au fond qu'une bataille de papier, une majorité du C.C. s'y est laissée prendre, sous prétexte de "rapport de forces" entre prolétariat et bourgeoisie, alors qu'elle était terrifiée par le rapport de forces entre le parti staliniste et nous, rapport de forces qui, dans ce cas, nous semble même avoir été mesuré en fonction de l'avalanche des colonnes de "l'humanité", plutôt que d'une manière vraiment objective. Comment comprendre autrement le fait que des camarades déclarent sérieusement que dire oui aux nationalisations avec rachat, ça veut effectivement dire oui aux nationalisations sans indemnité ni rachat ?

Pour revenir en quelques mots sur l'offensive de la bourgeoisie, le désarroi des ouvriers et la comparaison avec l'Allemagne dans la période qui précéda l'arrivée d'Hitler au pouvoir, toutes choses qui tourmentent tant les jours et les nuits du camarade Demazière, nous lui conseillons de relire bien soigneusement ce que Trotsky écrivit de 1929 à 1933 lors de la période qui fut celle de la montée des nazis au pouvoir. Il verra que, même dans la dernière année, Trotsky considérait encore les fascistes comme de la "poussière humaine", qu'il montrait, chiffres en mains, que parallèlement à la montée du fascisme s'accomplissait un début de radicalisation des masses ouvrières, que la hauteur de celle-ci était due avant tout à la politique du P.C. et qu'une lutte réelle pouvait, en très peu de temps, modifier, de fond en comble, le rapport de forces, et cela à quelques jours même de l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Il serait puéril de nier que la situation actuelle soit grosse de danger pour la classe ouvrière, que le maintien d'un état de torpeur donne du temps dont la bourgeoisie profite pour reprendre du poil de la bête. Mais, si rien n'était définitivement perdu et si tout pouvait être rattrapé, ce n'était pas chez Trotsky des affirmations gratuites & à la veille du triomphe nazi, si nous dénonçons alors ceux qui avaient capitulé par avance, à plus forte raison faut-il dénoncer ceux qui, aujourd'hui, ne font que gémir sur le recul ouvrier en une période où sont accumulés, dans les masses travailleuses d'Europe et du monde entier, des réserves d'énergie révolutionnaire qui demanderont peut-être plus d'une dizaine d'années, et de très lourdes défaites avant d'être dissipées.

Le désarroi dont parlent un certain nombre de camarades, est des plus superficiel dans les masses; mais le désarroi de ces camarades, provenant de notre progression toujours trop lente à notre gré en face de l'influence du Staliniisme, leur désarroi dis-je est si profond qu'ils en viennent à rompre leur ancrage au programme Marxiste, sans lequel notre organisation cesserait d'exister. La droite du parti a parlé de "suiside du parti" si celui-ci s'était prononcé contre la Constitution bourgeoise. Le vote : oui décidé par le Comité central est en réalité un coup grave porté à la vitalité du P.C.I. La situation interne appelle un redressement vigoureux. Celui-ci n'est possible qu'au moyen d'une clarification politique intensive. Le référendum du 5 Mai n'est qu'un petit problème en face de ceux qu'un proche avenir nous réserve. Il est encore heureux que l'acheté de la maladie se soit révélée à cette occasion. Cela nous donne un certain temps pour y remédier. Nous nous efforçons d'en faire l'usage le meilleur.

25 Avril 1946

P.S.) Je précise ce que j'ai dit au dernier C.C. J'étais et reste partisan de voter: non au référendum, position sur laquelle, au C.C. du début d'avril le camarade Deschamps et moi-même nous étions seuls. Cette attitude me paraissait la plus claire, la plus commode à expliquer. Mais, étant donné que d'autres camarades préféraient marquer leur vote contre la Constitution par une déclaration politique sur le bulletin, je ne vois aucun inconvénient à m'entendre avec eux sur ce point, puisqu'il n'y a pas de divergence sur l'analyse générale et la position politique à adopter.

La Revue IV° Internationale vient de publier le

MANIFESTE AUX TRAVAILLEURS, EMPLOIES ET PEUPLES COLONIAUX DU MONDE ENTIER

de la conférence d'Avril 1946 de la IV° Internationale

oo

| | |
|----------------|--------|
| par un numéro | 10 Frs |
| par 10 Numéros | 90 " |
| par 50 Numéros | 400 " |

Ce manifeste (déjà publié dans la revue IV° Internationale dernier numéro) est plutôt destiné à la propagande.

Passer les commandes au secrétariat du Parti

LE MOT D'ORDRE DU GOUVERNEMENT PS, PC, CGT. et la
QUESTION DU REFERENDUM. (PRIVAS.)

L'argument central invoqué en particulier par les camarades majoritaires qui se sont prononcés dans ce sens pour répondre "OUI" au référendum consiste en ceci: Dans le référendum la classe ouvrière ne voit pas ce qu'il y a d'écrit dans la Constitution mais y voit une lutte entre elle et la bourgeoisie surtout depuis que l'odernior parti bourgeois qui était pour (Le RRP) s'est prononcé contre. Et le P.C.I. ne peut pas s'abstenir de participer à ce combat dans les rangs ouvriers.

C'est notamment l'argument qu'invoque l'éditorial du N° 120, de la "VERITE"

" Convaincus que les Partis ouvriers se sont très bien fourrés dans une impasse, les partis bourgeois veulent faire du référendum de cette constitution UNE VERITABLE EPREUVE DE FORCE ENTRE EUX ET LES PARTIS COMMUNISTES FRANCAIS ET SOCIALISTE.

Quoique cette épreuve de force ait lieu au moment voulu par l'adversaire et qu'elle ait pour terrain une Constitution de capitulation, la classe ouvrière ne reste pas indifférente. DE MEME QUE LA BOURGEOISIE VOIT DANS CE REFERENDUM UN PLEBISCITE CONTRE LES PARTIS OUVRIERS, LA CLASSE OUVRIERE Y VOIT UN PLEBISCITE EN FAVEUR DES PARTIS OUVRIERS.

L'abstentionnisme et le boycott justifiés tant que la réaction ne s'était cristallisée face aux deux partis se réclamant de la classe ouvrière, n'ont plus de raison d'être aujourd'hui.

Le Parti Communiste Internationaliste est naturellement dans ce combat avec les masses travailleurs. "

Il est assez surprenant de voir dans notre littérature, cette lutte électorale qualifiée de " Combat". Si on met ce mot un peu disproportionné avec la chose, c'est visiblement pour mieux pousser le lecteur à se mettre aux côtés des ouvriers". Ce n'est qu'en petit ce que font les grands Partis dans ce qu'ils appellent la " Bataille" du référendum. En réalité nul ne peut nier que dans les usines et les quartiers il n'y a tout pour le moins, qu'un manque de passion.

Quoiqu'il en soit, même si c'est sans grande activité il est clair que dans leur immense majorité les ouvriers soutiendront le PS, et le PCF et voteront "OUI". (Ceux qui voteront).

Mais là n'est pas la question. Le problème est de savoir si les révolutionnaires doivent eux aussi soutenir de cette façon dans cette lutte les partis ouvriers, dire aux aussi aux ouvriers qu'ils luttent contre la bourgeoisie de cette façon;

LE GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE ET L'ATTITUDE DES BL.

Pour répondre à cette question reportons nous à une expérience qui pour n'être pas française n'en est pas moins bien connue dans notre Parti: celle que vivent en ce moment les travailleurs anglais.

En Angleterre se trouve au pouvoir le Parti ouvrier qui a derrière lui, et qui a encore leur confiance l'immense majorité des travailleurs, au moins autant que ne l'ont le PS et le PWT en France. Le chiffre des voix qui se sont portées sur le Labour aux dernières élections en fait suffisamment foi. Un autre aspect le montre avec autant de force: Le courant ouvrier pour le Labour est si fort que notre section anglaise a de très grandes difficultés pour s'élargir. Le fait que dans nos rangs ait été posée la question de savoir si le Parti doit ou non entrer comme fraction dans le L.B. pour trouver une possibilité de développement est incontestablement un fait très significatif de la puissance de l'attachement des larges masses au L.B. (ceci tout à fait indépendamment de la solution qu'il est juste de donner à cette question de l'entrées)

Dans ce qui oppose le Labour Party et le gouvernement travailliste conservateur bourgeois, ils ont classe ouvrière anglaise toute entière derrière eux.

La bourgeoisie anglaise a du donner le pouvoir aux travaillistes à cause des rapports entre les classes du pays mais préférerait pouvoir gouverner sans avoir la pression des ouvrier sur elle. Elle le marque par l'opposition de ses partis traditionnels au gouvernement travailliste. Sur presque chaque question il y a lutte entre les 2 blocs et d'un côté il y a la bourgeoisie et de l'autre la classe ouvrière. Sur beaucoup de questions on peut dire, si on adopte l'optique des partisans du "OUI" dans notre Parti qu'il y a une épreuve de force entre les classes.

Et pourtant si un député trotskyste siégeait aux Communes il n'aurait eut depuis bientôt un an de gouvernement travailliste qu'une seule et unique occasion de voter un projet de loi avec la majorité: celui supprimant une loi réactionnaire de 1927 restreignant les droits syndicaux. Mais sur toutes les autres discussions il aurait voté contre les projets travaillistes bien que les Tories auraient également souvent voté contre.

Un cas précis éclaire encore mieux cette situation: celui des nationalisations. La classe ouvrière française leur est à fond favorable (En 1926 il y eut une grande grève qui les portait dans ses objectifs). Aux dernières élections elles apparaissent comme un point essentiel qui a favorisé la victoire des travaillistes. Lorsque le gouvernement et la majorité travaillistes les mit au vote aux Communes il y eut une véritable mobilisation de toute la "réaction" contre. La classe ouvrière toute entière était pour. Quelle "épreuve de force" aurait pu dire un trotskyste anglais pour, s'il avait perdu de vue notre programme Pourtant nous nous prononçons contre, et nous expliquons aux travailleurs qu'ils ne peuvent faire confiance à un Gouvernement qui défend en réalité les intérêts de la bourgeoisie grâce à ces nationalisations avec indemnité et dupont les masses exploitées. Et le fait que les Tories soient pour UNE AUTRE MANIERE de défendre les mêmes intérêts et de combattre les mêmes masses exploitées ne changent rien à l'affaire, même si les masses se laissent dupées et soutiennent les dupes.

LES GOUVERNEMENTS CONSTITUES PAR DES PARTIS OUVRIERS QUE NOUS SOUTENONS ET CEUX QUE NOUS NE SOUTENONS PAS.

Bien que cela puissent paraître nous éloigner de la question du référendum il nous faut revenir à la conception belcheviste du gouvernement ouvrier et paysan. Elle nous donnera l'explication générale de cette attitude sur le problème anglais et de la fausseté fondamentale de la réponse "OUI" aujourd'hui en France.

Le programme transitoire s'exprime ainsi sur cette question, Et n'en déplaise aux savants détecteurs du "rapport de force" c'est ainsi et non autrement qu'est notre programme.

"Les bolcheviks léninistes rejetteront résolument le mot d'ordre de "Gouvernement ouvrier et paysan" dans son interprétation démocratique et bourgeoise.

De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous demandons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste."

Nous reviendrons sur le sens actuel de ces citations. Notons seulement qu'il y a des gouvernements des partis ouvriers que nous rejetons et d'autres que nous soutenons. Ceux que nous soutenons sont ceux qui "rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent la voie de la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans".

Sur cette question des gouvernements des partis ouvriers que nous soutenons ou que nous rejetons le 4ème Congrès de l'I.C. qui est aussi notre programme s'exprimait ainsi:

"L'Internationale Communiste doit envisager les éventualités suivantes:

1°/ Un gouvernement ouvrier libéral. Il y a déjà un gouvernement de ce genre en Australie, il est également possible dans un délai assez rapproché en Angleterre.

2°/ Un gouvernement des ouvriers et des paysans. Cette éventualité est à prévoir dans les Balkans, en Tchécoslovaquie etc...

3°/ Un Gouvernement ouvrier prolétarien qui, dans sa forme la plus pure ne peut être incarné que dans un Parti Communiste.

Les deux premiers types de gouvernement ouvrier ne sont pas des gouvernements ouvriers révolutionnaires, mais des gouvernements camouflés de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre révolutionnaires.

Les "Gouvernements ouvriers" sont tolérés dans les périodes critiques de la bourgeoisie affaiblie pour tromper le prolétariat car le véritable caractère de classe de l'Etat ou même peut détourner l'attaque révolutionnaire du prolétariat et gagner du temps avec l'aide des leaders ouvriers corrompus. Les communistes ne doivent pas participer à de pareils gouvernements. Au contraire ils doivent démasquer impitoyablement devant les masses le véritable caractère de ces "faux gouvernements ouvriers".

La détermination de l'attitude des BL par rapport à un gouvernement constitué par les partis ouvriers ou de ses ministres est donc fonction de la nature de classe et de leur activité ou de leur orientation. Ou bien ils gouvernent au profit de la bourgeoisie et donc contre les intérêts des travailleurs et nous ne les soutenons pas, nous ne les considérons pas comme de véritables gouvernements ouvriers et paysans. Ou bien ils rompent avec la bourgeoisie et nous les soutenons.

Il est évident que la question sur son véritable terrain fait immédiatement apparaître et l'exemple de l'actuel gouvernement travailliste anglais le confirme, que notre position n'est en rien déterminée par le fait que les partis bourgeois s'opposent ou non à ce gouvernement, d'une part, et que d'autre part elle ne l'est pas non plus par le fait que les travailleurs font confiance ou non à ce gouvernement. Si on face d'un gouvernement constitué par de mêmes partis ouvriers nous pouvons avoir 2 attitudes diamétralement opposées cela tient à la nature double des partis ouvriers que Lénine qualifiait de partis ouvriers bourgeois. Cela signifie que leur base sociale est ouvrière mais que leurs hommes dirigeants reflètent moins cette base que la pression de la classe ennemie sur elle. Ces dirigeants ouvriers

... se conduisent et pensent comme des bourgeois dans le sens qu'ils acceptent le maintien de la propriété privée en se contentant de "lutter" pour une meilleure part de la classe ouvrière dans ce cadre. A l'époque de l'impérialisme toute leur politique n'est que duperie des travailleurs. Quand ils sont au gouvernement ils défendent non les intérêts de la classe ouvrière mais ceux aussi de la classe ennemie sous l'influence et la dépendance de laquelle ils sont. Ils ne s'attaquent ni à la propriété privée ni à l'Etat qui l'impose. La bourgeoisie ne les tolère que comme soupape de sûreté et dispensateurs d'illusions. Bien que s'appuyant sur les masses ouvrières pour promouvoir leur politique ils ne constituent que des **GOVERNEMENTS BOURGEOIS**. Ils sont les instruments d'une manière de la bourgeoisie de duper et dominer le prolétariat.

Mais il peut se faire, que, dans certaines conditions tout à fait particulières ces leaders ouvriers subissent davantage la pression de leur base ouvrière que de la classe ennemie et sortent contraints de rompre le lien avec la bourgeoisie et d'entrer en lutte réelle contre la propriété privée et l'appareil d'Etat bourgeois. Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre défaite, krak financier, offensive révolutionnaire des masses etc...) des partis ouvriers petits bourgeois, y compris les stalinistes, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

COMMENT LE GOUVERNEMENT OUVRIER PAYSAN ROMPT-IL AVEC LA BOURGEOISIE. ?

Est-ce par le fait que tous les partis traditionnels sont ligüés contre eux? ou bien que la classe ouvrière leur fait confiance? Non. Uniquement par le fait qu'ils qu'ils s'attaquent réellement par leurs actes à la propriété privée, au droit sacro saint du patron sur le contrôle dans son usine, et à l'appareil de repression bourgeois. Par le fait qu'ils ruinent la domination de la bourgeoisie en brisant le conservatisme des masses, qu'ils les appellent à se grouper dans leurs organisations de classes (Comité, etc) à armer, à imposer leur contrôle sur la production les prix les salaires et la répartition alors ils rompent avec la bourgeoisie, alors nous les soutenons. Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre révolutionnaires à instaurer le contrôle de la production à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre révolutionnaire. Voilà comment le 4ème congrès de l'I.C. définissait la rupture avec la bourgeoisie.

pe près ou de loin; quelque soient les cas d'espèces, la forme originale, nationale, le rythme et les modes d'application d'un tel programme par un gouvernement - celui que nous soutiendrons - peuvent difficilement passer inaperçu. Et on peut difficilement dire que l'on ait assisté en France (ou en Angleterre) à de tels événements.

Avec le premier geste de gouvernement des partis ouvriers - le faux gouvernement ouvrier et paysan - nous sommes dans la même opposition irréductible qu'avec tout gouvernement bourgeois. Nous le dénonçons et démasquons le caractère trompeur traître, faux de son opposition à la bourgeoisie avec laquelle il reste aussin lié qu'un autre gouvernement capitaliste.

Nous ne pouvons en aucun cas faire un geste qui semblerait indiquer que nous lui faisons confiance quelconque pour lutter pour la défense des ouvriers et leur émancipation.

On a déjà cité la position de Léon Trotsky face au gouvernement Négrin pendant la guerre civile espagnole : refus de voter ces crédits militaires parce qu'il n'a pas rompu avec le capital et qu'il faut marquer que les travailleurs ne lui font pas confiance pour les défendre.

Aujourd'hui, nous ne soutenons pas le gouvernement travailliste, nous ne manifestons que la méfiance la plus complète à son égard parce qu'il n'est qu'un gouvernement bourgeois. Il n'est, pour en être convaincu, que de voir sa politique en Grèce, en Espagne ou dans les colonies.

De même, nous ne soutiendrons en aucune manière un gouvernement PS-PCF, ou PS, PCF, CGT, qui gouvernerait dans le cadre du parlementarisme, ce qui exprimerait sa soumission à la bourgeoisie. Un gouvernement qui n'appliquerait pas un programme de nationalisation sans indemnité, de contrôle ouvrier, de défense du standard de vie des travailleurs, etc... en un mot notre programme transitoire, ne serait pas un gouvernement ouvrier et paysan, nous ne le soutiendrions pas. Si nous formulons notre mot d'ordre : PS-PCF-CGT, c'est précisément, en y incluant la CGT que nous voulons marquer l'obligation, pour ce gouvernement, de sortir des cadres parlementaires, de rompre avec la bourgeoisie. Et nous ajoutons dans le même sens "sous le contrôle et la protection des travailleurs organisés", et nous spécifions ce qu'il devrait faire, quel programme il devrait appliquer pour mériter la confiance de la base.

NOTRE ATTITUDE DEVANT LE REFERENDUM

En partant de cette attitude de principe en face d'un gouvernement bourgeois constitué par des partis ouvriers, nous pouvons déterminer notre attitude en face du référendum. Il n'y a aucune question de rapport de force, de conditions nationales ou autres qui puissent nous faire déroger à ce principe de marquer notre opposition irréductible, permanente, à la bourgeoisie, et à son gouvernement.

Nous ne pouvons en aucun cas accepter une constitution bourgeoise faite pour défendre et asseoir la domination capitaliste, sous le prétexte que les partis ouvriers la défendaient. Ni le fait qu'ils la défendaient seuls ni le fait que les partis bourgeois y étaient opposés, ni celui que la presque totalité de la classe ouvrière les soutenait ne peuvent faire perdre de vue ce fait fondamental que ces partis n'exprimaient pas le côté ouvrier de leur nature, mais le côté bourgeois. Et c'est cela, et uniquement cela, qui doit nous déterminer dans notre réponse. Lorsque nous leur disons de rompre la coalition, lorsque nous mettons en avant le mot d'ordre PS, PCF, CGT, c'est contre cet aspect de leur activité, que nous appelons les travailleurs à entrer en lutte. Et le jour où ils concrétisent sous une forme d'une pureté cristalline la collaboration de classes, nous devrions répondre "Oui" ? Avec comme circonstance, qui rend la chose encore plus claire, que les partis ouvriers continuent la collaboration la plus cynique au sein du gouvernement. Comment pourrions-nous jamais éduquer les cadres, et la classe ouvrière toute entière dans l'esprit de la lutte anti-capitaliste en agissant d'une manière aussi équivoque et contradictoire ?

LA COHERENCE DE LA POSITION MINORITAIRE

Je ne veux voir qu'un aspect de la question dans cet article : le parallélisme entre notre mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan et la réponse à faire au référendum.

.....

Il a déjà été répondu ou il le sera à d'autre aspect; les communistes n'ont jamais fait, ne font pas et ne feront pas de front unique sur le terrain électoral bourgeois.

Si nous sommes pour les formes les plus démocratiques, permettant la meilleure expression, et la meilleure organisation des travailleurs, nous sommes contre une constitution bourgeoise, aussi démocratique soit-elle. Car nous ne défendons pas le gouvernement démocratique bourgeois dans notre lutte contre des formes plus réactionnaires ou le fascisme, mais les libertés ouvrières et les organisations ouvrières.

Il est erroné de rattacher notre réponse au référendum à l'analyse de la situation. Les minoritaires du Parti font une analyse absolument erronée de la période que nous vivons et de la situation actuelle, en la définissant comme une période de recul. Mais quant bien même ils auraient raison, cela ne permettra jamais aux Bolchéviks-Léninistes de voter pour une constitution bourgeoise. Aucune situation conjoncturelle ne doit nous faire relâcher notre attachement à nos principes, sinon, nous n'arriverons jamais à arracher le prolétariat à l'idéologie et aux préjugés bourgeois.

Quelle que soit la période de réaction, nous ne pouvons faire aucun geste qui laisse entendre que nous faisons une confiance quelconque aux méthodes parlementaires pour lutter contre cette réaction.

Laisser le moindre doute, la moindre confusion sur ce point, c'est empêcher tout notre programme, lui retirer tout son tranchant révolutionnaire. Nous pourrions défendre l'échelle mobile, les expropriations, et toute sorte d'autres belles choses, mais si par un geste quelconque nous laissons subsister la moindre idée que les méthodes parlementaires peuvent les faire obtenir, nous retirons tout son sens révolutionnaire à notre programme.

Pour revenir à la question du gouvernement ouvrier et paysan, il apparaît que la conception minoritaire sur cette question était la meilleure préparation à l'abandon opportuniste qu'a constitué le "Oui". Nos camarades de la minorité étaient pour le gouvernement PS, PCF, parce que ceux-ci étaient en majorité à la chambre. C'est à dire que notre mot d'ordre reviendrait à défendre un gouvernement plus à "gauche" plutôt qu'un autre gouvernement bourgeois. Notre position irréductible à tout gouvernement bourgeois ferait place à une phraseologie qui pousse dans le même sens que les duperies et le confusionnisme introduits par les social-traitres sur les bienfaits d'un gouvernement "à gauche", réellement démocratique, etc...

A partir du moment où pour des raisons tactiques on accepte de se placer sur le plan de la géographie politique bourgeoise, il n'y a plus de raison de ne pas accepter une constitution de "gauche".

C'est ce qui l'a emporté dans le parti, et quelque raison que l'on donnera, même très éloignée des conceptions générales de la minorité, c'est cette idéologie qui a été introduite dans la IV^e Internationale, et c'est une catastrophe.

.....

"O U I" D E C A P I T U L A T I O N

par Laforge

Le vote "Oui" au référendum est la concrétisation d'une série d'erreurs fondamentales.

I- Erreur dans l'analyse de la situation :

Que dit la résolution du Comité Central sur la question ?

"Dans tous les domaines ils (les partis ouvriers) ont capitulé : sur les salaires, sur les nationalisations, sur la Constitution qui constitue la charte de la capitulation. Mais la bourgeoisie veut aller encore plus loin, elle veut faire aux élections une épreuve de force et sur la base d'une victoire aréer les conditions d'un regroupement plus ferme et plus solide en vue de son offensive future. Le problème n'est plus la Constitution élaborée par le tripartisme, mais une épreuve de force entre elle et les partis ouvriers".

Nous avons là, si l'on veut analyser sérieusement ce passage, une appréciation complètement fautive du rapport entre les classes, fautive appréciation qui doit être une source de multiples erreurs.

Que se passe-t-il depuis Août 1944 ? Les organismes embryonnaires de dualité de pouvoir sont détruits. Ils sont ~~été~~ détruits par les Partis ouvriers ; eux seuls peuvent le faire. Les masses populaires n'ont pas confiance dans la bourgeoisie : elles votent PS-PCF. Ces votes de larges couches bourgeoises et paysannes pour ces partis signifient qu'elles entendent se ranger derrière la classe ouvrière. Les offensives de la bourgeoisie se heurtent à un échec : de Gaulle ne peut détruire les "Milices Patriotiques". Mais elles sont dissoutes par Thorez. Lorsque la résolution du C.C. dit : "Ils ont capitulé sur les salaires..." ou quand LA VERITE écrit : "Ils ont capitulé partout devant le patronat", elles donnent une tout à fait fautive appréciation des événements. Pour nous, capitulation signifie céder après un combat (ou encore un semblant de combat). Or les partis ouvriers n'ont pas "capitulé" devant une offensive de la bourgeoisie, ils l'ont précédée; ils ont appliqué la politique de cette bourgeoisie au moment où elle était bien incapable de le faire. Par suite, utiliser ce terme de capitulation c'est en réalité -consciemment ou inconsciemment- amoindrir le rôle de traîtres des partis ouvriers.

C'est aussi apprécier fausement le rapport de forces entre partis bourgeois et partis ouvriers. La caractéristique de la situation était que la bourgeoisie ne pouvait pas gouverner sans les partis ouvriers. Nul ne peut prévoir précisément les résultats des élections du 2 juin. Peut-être les partis ouvriers reculeront-ils, mais ils regrouperont approximativement la moitié du corps électoral. Pas plus demain que hier, la bourgeoisie ne pourra gouverner dans eux. Même si les partis bourgeois reconquièrent la majorité à la Chambre. Et que le référendum donne la majorité au "oui" ou au "non". Le tripartisme - ou un tripartisme élargi continuera. Et c'est cela qui est décisif pour nous. Car là, si la classe ouvrière ne reprend le combat revendicatif,

est la voie du découragement; la voie de la défaite. La victoire du "Oui" ne signifiera pas le début d'une offensive, la victoire du "Non" se traduira par une capitulation du P.S. et du P.C.F. sur la question de la Constitution mais que l'un ou l'autre triomphe, la politique économique et sociale du gouvernement ne sera guère modifiée pour cela. Nous aimerions que la majorité du C.C. nous dépeigne concrètement les conséquences de cette "épreuve de force". Alors que nous aurions dû mener campagne pour expliquer que nous assistions purement et simplement à une manœuvre électorale du M.R.P. pour se délimiter sur la droite du tripartisme et conserver ses troupes "modérées" menacées par le P.R.L. et les radicaux, que c'est ailleurs et autrement que se font les "épreuves de force" nous tombons dans le panneau social-démocrate et stalinien. La conclusion propagandiste de cette politique c'est le "1er mai contre la réaction" de LA VERITE. Est-ce la réaction qui s'oppose à "l'échelle mobile des salaires, le contrôle ouvrier sur la production, etc..." comme en sous-titre, le réclame notre organe central ? Peut-être touchons nous ici à la fameuse lutte contre le sectarisme. Il ne s'agit certes pas de diriger tous nos coups contre les partis ouvriers mais il n'en demeure pas moins que nous devons faire bien apprécier à la classe ouvrière les causes de ses difficultés matérielles, que nous devons lui faire prendre conscience qu'elles résultent non pas de l'offensive de la réaction mais de la politique traître de nos organisations traditionnelles. Toutes ces phrases confuses sur "l'offensive" "sur la réaction" nous amènent en réalité à masquer complètement le caractère de la situation et le rôle traître des partis ouvriers.

Quand au "regroupement plus ferme et plus solide en vue de l'offensive future" créé pour la circonstance par l'occasionnelle majorité du C.C. pour faire noir dans le tableau, c'est sans doute, en l'occurrence, le maximum du ridicule. Chacun pourra au lendemain même du 5 mai en apprécier l'ampleur et la solidité.

II - Erreur sur "la rupture de la coalition"

Cette discussion n'est pas nouvelle. Elle a eu lieu au Congrès. Pour les camarades de la minorité du Congrès il y a rupture de la coalition quand P.S. et P.C.F. se trouvent seuls au gouvernement et appliquent leur programme, celui de la "délégation des gauches". Pour la majorité du Congrès une rupture effective de la coalition se traduirait avant tout sur la question du programme. Aussi dès que P.S. et P.C.F. se sont trouvés isolés pour défendre une Constitution tripartite, les minoritaires y ont vu logiquement une rupture de la coalition. Que des camarades de la majorité les aient suivis sur ce terrain ne prouve évidemment pas leur leur continuité de pensée. Nous menons donc la campagne en disant qu'il y a rupture de la coalition. Une caricature de LA VERITE s'intitule même "Le nouveau tripartisme" (P.S., M.R.P., Radicaux). Or, nous devons mener la campagne en disant justement qu'il n'y a pas rupture de la coalition, qu'il n'y a pas un nouveau tripartisme, mais que l'ancien continue. La Constitution est tripartite. Le tripartisme, le fait est quand même visible pour les aveugles se poursuit

au gouvernement. Les désaccords sont d'origine électoraliste, après les élections le tripartisme continuera, Francisque Gay n'a-t-il pas mené sa campagne en insistant sur le danger qu'il y aurait à "séparer la France en deux blocs inconciliables". Quand nous disons dans notre affiche que oui signifie

"un gouvernement PS-PC-CGT donnant satisfaction aux revendications des masses laborieuses
un salaire minimum vital garanti par l'échelle mobile
un plan ouvrier de reconstruction
un plan de ravitaillement sous contrôle populaire
de véritables nationalisations sans indemnité ni rachat
le contrôle ouvrier sur la production"

nous disons une contre-vérité. Dire "oui" cela signifie dire oui à une Constitution tripartite, dire oui au tripartisme, dire oui au tripartisme qui succèdera aux élections du 2 juin. Une majorité de oui ne peut avoir comme conséquence "d'élargir la brèche qui s'est produite entre les partis bourgeois et les partis ouvriers". L'élargissement de la brèche -s'il peut avoir lieu- sera la conséquence de la situation internationale et de modifications dans le rapport entre les classes en France. Ces modifications que nous voulons, nous ne les obtiendrons pas en acceptant le terrain de lutte choisi par les chefs stalinien et sociaux-démocrates et en nous ralliant fondamentalement à leurs slogans et à leur politique. Une réponse au "oui" de lutte de classes nous la trouvons dans le texte Geoffroy au P.C. des 30 et 31 Mars, elle peut être jugée comme suffisante, la voici :

"Fondamentalement nous développons notre campagne contre une constitution bourgeoise et anti-démocratique qui a été élaborée dans le cadre de la collaboration de classe (tripartisme) et le vote "pour" exprime cette politique de collaboration de classe. Cette constitution a été faite en dehors de toute participation des masses populaires appelées seulement à s'exprimer par un oui ou un non global".

III - Erreur sur le "Front Unique"

Nous avons parait-il en répondant oui au référendum une occasion unique de réaliser le Front-unique. Certes, le Parti n'a pas su jusqu'alors utiliser sérieusement l'arme du Front unique, mais est-ce une raison pour en offrir maintenant la caricature. La conception marxiste du Front unique tout d'abord rejette le programme commun. Et qui dit programme différent dit propagande différente. Ceci pour ceux qui poussaient l'absurde jusqu'à une proposition du P.C.I. au P.S. et au P.C.F. pour une campagne "en commun" pour le oui constitutionnel. Mais la conception révolutionnaire du Front unique est une conception d'action et non une conception parlementaire. Présenter le oui du référendum comme application du Front unique c'est le présenter comme une étape d'offensive (ou de résistance) ouvrière alors que nous devons au contraire dénoncer la politique du P.S. et du P.C.F. qui consiste à substituer aux luttes réelles de la classe ouvrière et des masses populaires un semblant de combat sur la question de la Constitution. Nous devrions dire qu'il n'y aurait pas le 5 Mai un combat de classe mais une parodie de ce combat.

On a voulu comparer le oui constitutionnel à nos appels à voter pour les candidats ouvriers. Lorsque nous disons : "votiez socialiste" ou "votiez P.C.F." cela signifie : aujourd'hui le rapport de force est tel dans la classe ouvrière que fait dans sa plus grande part confiance aux partis traditionnels que le Parti révolutionnaire ne peut présenter partout ses candidats, dans ces conditions nous pensons que les ouvriers révolutionnaires doivent faire en sorte que soient envoyés au Parlement non pas des candidats bourgeois mais des candidats se réclamant de la classe ouvrière et dont celle-ci n'a pas fait une expérience concluante. Nous n'approuvons ici ni la politique de collaboration de classe (tripartisme) de ces partis, ni le terrain sur lequel ils placent leur bataille contre la bourgeoisie. (ou "la réaction")

La lutte électorale peut participer à l'ensemble du combat anti-capitaliste. Dans la question du référendum, elle s'y substitue, elle s'y oppose. Or, nous avons accepté, nous de nous placer sur ce terrain électoraliste. Or, comme le disait justement Marcoux au Comité Central "on ne fait pas le Front unique sur une question électorale" on combat ou on capitule. Notre "oui" n'est pas la réalisation du Front unique, c'est la capitulation devant le stalinisme.

IV- Erreurs "démocratiques"

Les bolchevicks-léninistes ne se désintéressent pas à la façon de l'Internationale Communiste 3ème période, des formes que prend la domination de la bourgeoisie. Aussi dénoncent-ils toute atteintes aux libertés démocratiques. Mais l'intérêt qu'il porte au mouvement ou au développement de ces libertés démocratiques ne les empêchent nullement de dénoncer continuellement le caractère frelaté des libertés en régime bourgeois. Nous pouvons attirer l'attention dans notre campagne contre la Constitution sur le fait que telle ou telle liberté n'y est qu'insuffisamment reconnue mais fondamentalement notre campagne est dirigée contre la caricature de démocratie qu'est la démocratie bourgeoise et non une campagne de "protestation contre une Constitution anti-démocratique" (Francis : B.P. du 20 avril).

Il faut veiller avec attention à de tels écarts. Surtout lorsqu'ils prennent leur place dans "La Vérité" (N° 120) Geoffroy prend la balance pour estimer son contenu démocratique et écrit : "La déclaration des droits contient en effet un certain nombre de principes démocratiques que les travailleurs ne peuvent qu'approuver pleinement". Suit leur énumération, y compris celle "des droits sociaux dont l'affirmation est une nouveauté dans une constitution bourgeoise". Et le commentaire Geoffroy écrit : "Tels sont les droits reconnus par la Constitution. La plupart d'entre eux ne sont à l'heure actuelle que des principes abstraits. S'ils ne sont pas traduits dans les faits leur proclamation ne changera rien à la situation réelle des travailleurs de ce pays et ne gênera nullement les plans réactionnaires de la bourgeoisie. Au mouvement ouvrier de lutter pour qu'ils deviennent une réalité et pour les défendre contre toute atteinte. Par la réalisation et la défense de ces

droits, nous Communistes Internationalistes lutterons au premier rang des travailleurs. Les articles de la Constitution qui définissent ... etc..." Geoffroy pense-t-il que les libertés démocratiques peuvent devenir "une réalité" en régime capitaliste, qu'il puisse exister une véritable liberté de la presse par exemple. Non bien sûr, alors pourquoi ne le dit-il pas ? Toute la substance de l'article aurait dû être la dénonciation de l'hypocrisie de la "démocratie" bourgeoise.

Dans ce cadre nous pouvons situer alors la lutte par les revendications démocratiques et leur donner leur véritable sens transitoire. Dans la voie de Geoffroy il y a la substitution consciente ou inconsciente de la politique démocratique des sociaux-démocrates à la politique révolutionnaire. Que le Parti prenne garde, nous avons déjà souligné ici la tendance des leaders minoritaires à vider nos mots d'ordre de leur contenu. Fidélité au programme transitoire !

:
-
: Le secrétariat reçoit des articles pour le B.I. sans titre, :
-
: contenant des abréviations, écrits d'une façon plus ou moins :
-
: lisible. :
-
: Les camarades écrivant pour le B.I. sont priés de le faire :
-
: de tel manière que leurs articles puissent être directement trans- :
-
: mis aux lino. Ils doivent être lisibles, sans trop de rature :
-
: ou renvois, signés et datés. :
-

I- BILAN DE FAILLITE DE LA DIRECTION MAJORITAIRE - GEOFROY

I - "Un fait est clair, la majorité avoue sa faillite. C'est même plus qu'une faillite, c'est une banqueroute frauduleuse. Si notre activité se traduisait en chiffres, on devrait nous mettre en prison."

Telles sont les paroles prononcées au B.P. du 24 Avril par le Camarade MARCOUX, leader et rapporteur de la majorité du CC au II^e Congrès du Parti. Elles résument, plus durement que nous aurions osé le faire, les leçons de la présente crise du Parti.

On sait que le B.P. fut convoqué le 24 Avril pour prendre connaissance du revirement du Camarade Marcoux sur la question du référendum. Le 23 Avril à un CC extraordinaire, réuni pour que le Parti se prononce sur cette même question, Marcoux avait pris position pour le maintien du boycott, bien que le MRP et tous les partis bourgeois sans exception se soient rangés en un seul bloc opposé aux partis ouvriers sur le terrain du référendum. Dans une motion qu'il fut seul à voter, Marcoux subordonnait la prise de position pour le "Oui" à la rupture gouvernementale, entre les partis ouvriers et le MRP. Dans la nuit, Marcoux reçut l'inspiration et modifia sa position bien qu'il ne se soit rien passé au gouvernement.

Le cas du Camarade Rodier n'est pas moins instructif. Au BP du 20 Avril, Rodier se prononçait pour le "oui", ce qui motiva la convocation du CC extraordinaire. A ce CC, Rodier revenait au boycott du référendum. Au BP du 24 Avril, Rodier se solidarisait avec le revirement de Marcoux, revenant ainsi à sa première opinion. Il s'agit, bien entendu d'un camarade jeune dans notre mouvement; on peut dire qu'il a bien profité des leçons d'irresponsabilité politique amplement fournies par la direction majoritaire. Voilà quel genre de cadres on forme aujourd'hui dans le PCI.

2- Mais ce BP devait procéder à un remaniement de la direction étant donné que deux des 3 secrétaires et, en particulier, le secrétaire politique Favre-Bleibtreu, étaient en désaccord avec la nouvelle majorité qui s'était dégagée - au milieu des pirouettes de Marcoux et de Rodier - au CC. Ce BP dut se séparer sans que les représentants de la majorité du Congrès aient pu se mettre d'accord et former un nouveau secrétariat.

Les deux représentants de la minorité qui assistaient au B.P. (Soubran et Geoffroy) déclarèrent qu'ils étaient prêts à prendre toutes leurs responsabilités, y compris, si la crise s'avérait insoluble et la faillite majoritaire totale, à former un secrétariat entièrement minoritaire. Le BP du 24 Avril décida de maintenir provisoirement le statu-quo au Secrétariat. Ainsi, le secrétariat est chargé d'appliquer une politique que 2 sur 3 de ses membres désapprouvent. L'impuissance de la Direction majoritaire a été confirmée par une nouvelle séance du BP où toutes les solutions possibles ont été à nouveau envisagées et répétées une à une. Le statu-quo a été maintenu.

3- Lorsque Marcoux déclarait le 24 que la majorité avait fait une banqueroute frauduleuse, il ne se trouva pas un seul camarade pour protester, pas même Favre, Dumas ou Frank. Le camarade Warbut répéta à plusieurs reprises que la faillite de la majorité était totale. Tel est aussi notre avis. La direction majoritaire n'a qu'un bilan de faillite à présenter au Parti. Faillite politique, puisque en face des problèmes les plus graves, déterminants pour notre action, la majorité - malgré les précautions prises au Congrès (refus d'une représentation proportionnelle au CC et au BP) - n'arrive pas à déterminer une politique commune.

Cette faillite politique s'étale aux yeux de la classe ouvrière, dans les colonnes de "La Vérité". Le N° 120 (28 Avril) porte dans son éditorial

... "Le PCI est naturellement dans le combat avec les masses ouvrières" mais en 2^e page, dans la "Tribune Libre" on lit la résolution de Pierre Frank (seul d'ailleurs à s'être prononcé pour le "non" au CC du 30 Mars). Quelle que soit l'imprécision de ses termes, cette résolution se prononce pour le boycott. Ainsi, le PCI est NATURELLEMENT pour le "OUI". Mais une importante minorité du PCI est NATURELLEMENT aussi, contre le "OUI". Et parmi cette minorité, on distingue : le secrétaire général du Parti, le secrétaire national d'organisation et le délégué du Parti à l'Internationale.

Cette incohérence se corse si l'on se reporte au N° précédent de la "Vérité" (N° 119 du 19 Avril) où l'on peut lire l'éditorial du même Jean Marcoux : "Il est absurde et honteux d'inviter, le 5 Mai, les masses laborieuses à lutter contre la réaction,, en leur demandant de voter une constitution faite en collaboration avec les agents de cette réaction". Ainsi Marcoux considérait le 19 Avril que quitter des yeux les termes du texte constitutionnel pour considérer la bataille politique qui se mène dans le pays, ne pouvait être, en toute circonstance qu'absurde et honteux. Le 26 Avril, le même Marcoux : trouve cela tout naturel. Qui peut prendre au sérieux Marcoux, La Vérité et le PCI dirigé par des Marcoux ? Quel ouvrier peut avoir confiance en un parti qui fait aujourd'hui ce qu'il jugeait hier "absurde et honteux".

Nous ajoutons que cette incohérence criminelle de la direction majoritaire est un fait qui n'a pas à être voilé. Hier, au Congrès par exemple, on s'efforçait de faire passer cette incohérence pour de la fermeté politique. Aujourd'hui, elle s'étale aux yeux de tous, c'est déjà un moindre mal.

La faillite organique de cette direction n'est pas moins claire, ni moins totale. Elle a été non seulement incapable d'organiser une discussion politique sérieuse, mais incapable même de mettre à la disposition des militants le compte-rendu des discussions du congrès. Le Secrétaire politique du Parti n'a pas fourni au BP une seule note d'orientation politique. Personne dans le Parti ne sait plus où en sont nos dirigeants. La tenue des organismes de direction est scandaleuse. Les discussions n'y sont pas préparées. Elles se déroulent dans l'anarchie la plus complète, au milieu des sourdes manœuvres que quelquefois 2 ou 3 camarades sont seuls à comprendre. Les polémiques personnelles obscurcissent les questions débattues. Le meilleur exemple de ces manœuvres paralysantes fut donné par le BP du 24 Avril, où Favre, Dumas et Frank voulaient installer au secrétariat une équipe de camarades dont ils étaient les premiers à savoir qu'elle ne pourrait pas assumer la direction du Parti. Cette direction démolit le Parti. Elle sème dans nos rangs le désarroi et le découragement.

Le journal dont on espérait tant est mauvais. Les discussions à la base ne reflètent souvent que les querelles du sommet.

Les réunions de cellules sont mornes. De plus en plus nombreux sont les camarades qui n'y viennent que par devoir.

Au lieu de recruter, nous perdons des adhérents (Ce fait a été reconnu par Favre-Bleibtreu qui l'a cité au cours d'un des rapports kilométriques qu'il a présentés au BP. De vieux militants qui ont payé cher pour notre cause, comme Ronan, démissionnent.

Les militants ne voient pas l'intérêt qu'il y a à militer pour une organisation qui gâche la situation la plus favorable que nous ayons jamais connue. Le journal, les réunions, le nombre des tâches et la façon dont on les conçoit et les organise, sont tels que dans la Région Parisienne, nous sommes incapables de recruter un seul ouvrier venu du PC ou de la SFIO.

Tout cela ne nous prépare pas un succès aux élections. Le Camarade s'est fait une spécialité de prédire nos "triomphes" futurs. Voir interview dans le N° 119 de la Vérité, tout dernièrement) Le Camarade Favre et ceux qui marchent avec lui n'ont pas bougé le petit doigt pour préparer le moindre petit succès. Ils allaient nous mettre pratiquement, aux yeux de toute la classe ouvrière, aux côtés de la réaction toute entière coalisée dans le référendum. Ils nous y avaient mis, quand Marcoux a eu l'inspiration qui a évité le pire "in extremis".

de la bourgeoisie (puisque la bourgeoisie se mobilisera complètement selon toute probabilité à la première occasion), mais la mobilisation des forces bourgeoises préalable à cette offensive, leur "reconsentement" en quelque sorte dans le pays. Comme entre des adversaires qui se tâtent. Ce débat "parlementaire bourgeois" prend la forme dans le pays, et sur le plan du rapport de forces entre la bourgeoisie et organisations ouvrières, d'une épreuve de force.

5- Sur la base d'une économie dont le délabrement réduit peu à peu sa marge de concessions, la bourgeoisie voit venir le jour où elle sera obligée d'entreprendre l'attaque sérieuse des organisations ouvrières et notamment de faire reculer ce corps étranger menaçant pour elle qu'est le stalinisme.

6- Par suite du renforcement de la bourgeoisie qui résulte de la politique tripartite, cette épreuve de force risque très réellement de se résoudre par un recul des partis ouvriers. Ce recul qui se traduirait par un passage de ces partis ouvriers de l'état de majorité au gouvernement (dont ils n'ont pas profité, mais qui existe néanmoins) à l'état de minorité dans le pays, équivaudrait à une défaite de la classe ouvrière. Cette défaite serait par le changement dans le rapport de forces et dans la position des partis ouvriers, et par sa répercussion sur les élections, une amélioration notable des positions réactionnaires et un premier pas direct vers l'établissement d'un bonapartisme (retour de de Gaulle ou autre)

7- Dans une telle situation, le rôle du parti révolutionnaire qui, rappelons-le "n'a pas d'intérêts différents de ceux du prolétariat" est de prendre place aux côtés des partis ouvriers menacés, sur un champ de bataille qu'il n'a évidemment pas choisi, mais qui, du moment qu'il intéresse les masses, ne peut être ignoré par lui. Sa position doit être d'adopter une attitude de Front Unique, d'en expliquer clairement les raisons, et les limites. Toute autre position n'est que dogmatisme stérile et indifférence totale à l'égard des problèmes concrets, de l'activité et de l'influence réelle du parti dans la classe ouvrière.

8- La position correcte est de répondre OUI au référendum en expliquant pourquoi et comment il faut faire échec à la réaction. Du moment où, pour la première fois une brèche apparaît dans le tripartisme, notre rôle est de l'élargir, d'y enfoncer un coin, d'y prendre position. C'est en prenant position clairement, dans ce conflit, que nous montrerons en actes que notre propagande sur le "rompez la coalition" n'est pas que verbale. Notre devoir en ce sens est d'appuyer immédiatement en cherchant à l'augmenter toute rupture, si artificielle soit-elle, de cette coalition.

9- D'autre part, le risque que courent les partis ouvriers de perdre cette majorité qu'ils n'ont pas voulu employer, nous impose, dans le prolongement direct de notre propagande pour le gouvernement PS, PC, de prendre pour défense contre la bourgeoisie et de lutter pour le maintien et l'accroissement de cette majorité.

10- Les partisans du "NON" et les abstentionnistes nous objectent que voter OUI, c'est confondre nos drapeaux avec ceux du stalinisme. En aucune façon. En effet, il sera certainement plus facile de faire comprendre à un ouvrier, quel qu'il soit, la différence entre un OUI révolutionnaire et un OUI Staliniens, qu'entre un NON même "de gauche" et le NON de la réaction. Car c'est à partir du front unique effectué au moment où il y a danger, que nous expliquons notre politique.

11- Or, cette politique doit être expliquée de façon précise. Nous avons d'abord à montrer le sens de classe du vote MRP, à expliquer tout le problème de l'offensive bourgeoise, et l'importance de l'épreuve de force qui se déroule actuellement.

12- Nous avons ensuite à montrer que si la bourgeoisie se sent assez forte, aujourd'hui, pour entreprendre cette épreuve de force (il faut faire

tage destiné à lui faire abandonner la direction, Malgré tout, le camarade Favre, est mis en minorité à la direction sur une question qu'il a déclaré être "primordiale", au BP du 24 Avril. Il est mis en minorité, malgré toutes ses précautions anti-démocratiques. Après avoir déclaré que la question du référendum était une question politique primordiale, il accepte d'être chargé d'appliquer la politique qu'il désapprouve. C'est se moquer du Parti.

Toute la situation a évolué dans le sens prévu alors par la majorité. Dans ses traits essentiels, l'analyse majoritaire a été démentée par les faits.

En effet :

- a) Le vie politique du prolétariat français reste entièrement dominée par les grands partis ouvriers.
- b) Elle n'a pas débordé le cadre de la démocratie parlementaire bourgeoise.
- c) Ce n'est pas la classe ouvrière qui a attaqué la bourgeoisie, c'est celle-ci qui passe à l'attaque et procède à une mobilisation générale de ses forces.
- d) Le thème majoritaire au II^e Congrès fut "le tonneau". Les délégués se souviendront encore de l'intervention du Camarade Gabriel venu à la rescousse des Marcoux et des Favre : nous étions, suivant la direction majoritaire, en pleine guerre civile, voire mondiale. Que reste-t-il de ces jolis rêves ? Rien apparemment. Au CC du 23 Avril, une résolution sur l'attitude du parti dans les élections commençait par reconnaître le "désarroi" dans la classe ouvrière et la nécessité de faire une campagne axée sur l'organisation de la défense des intérêts des travailleurs. Ce texte est inspiré par les différentes résolutions présentées par la minorité. Il est vrai que la minorité parlait d'un certain "recul" prolétarien, de "démoralisation" et d'une politique visant à organiser la "défensive" ouvrière contre l'offensive bourgeoise. On a supprimé le recul, remplacé la demande expresse de Frank "démoralisation" par désarroi, et "défensive" par défense. Mais enfin ce texte, qui devrait être connu par cœur par chaque militant actif du Parti, était déjà un désaveu de l'analyse majoritaire au Congrès.
- e) La tactique du Front Unique devient un des moyens essentiels de la politique révolutionnaire. Que fait la majorité ? Elle discrédite l'idée même du front unique et ce dans nos propres rangs par des interventions burlesques comme la lettre au PC pour la défense de l'URSS. Précisément, sur cette question on ne peut envisager concrètement aucun front unique, sinon sur le terrain de la propagande politique, s'opposer à la réaction à l'occasion du référendum, il y a là pour nous une occasion unique de faire le front unique avec les partis ouvriers et de combattre avec quelque chance d'être entendu des ouvriers. Cette occasion, la direction majoritaire estime qu'il faut la mettre à profit pour nous exclure du camp où se trouvent seuls les deux partis ouvriers et rejoindre honteusement le camp bourgeois.

II- QUELQUES RAISONS DU "CUI" AU REFERENDUM

MAGNIN

1- Nous savons que la vie politique du pays se situe pour le moment dans le cadre de la démocratie bourgeoise parlementaire, à cause du bas niveau de conscience révolutionnaire entretenue par la bourgeoisie et les partis ouvriers, et de la faiblesse du parti révolutionnaire.

2- La situation actuelle est caractérisée non par la rupture complète de la coalition MRP-PS-PC (puisque'elle se maintient sur le plan gouvernemental) mais par une faille qui est apparue dans le bloc des trois partis. Cette faille les a dissociés sur une base de classe dans la question du référendum. D'un côté le parti bourgeois, le MRP, qui a rejoint toute la réaction au grand complet (UDSR, PRL, MIN, etc., et les Radicaux) et de l'autre les partis ouvriers

3- Le fait que les luttes à grande échelle s'inscrivent encore dans le cadre de la démocratie bourgeoise parlementaire donne une importance considérable à ce référendum. En effet, c'est autour du référendum, qui n'est qu'un prétexte, que vont s'organiser les forces politiques de classe qui sont aux prises dans le pays (on note à ce sujet une diminution considérable de l'absentéisme des derniers temps.)

ressortir que c'est sur l'initiative de la bourgeoisie et non des partis ouvriers, que la coalition a été rompue. C'est précisément à cause de la politique tripartite menée par le PS et le PC, qui n'a fait que renforcer la réaction.

13- Nous devons expliquer que nous votons contre la Bourgeoisie en répondant OUI et non pour la constitution. Le vote OUI est un vote de défense, et non d'approbation. Le problème n'est pas au premier chef celui du contenu de la constitution, mais des conséquences d'une défaite des partis ouvriers. Le mot d'ordre central doit être : "OUI, contre la bourgeoisie."

14- Nous ne votons pas pour la constitution parce qu'elle est en effet une constitution bourgeoise. Mais ce n'est qu'après avoir prouvé par des actes que dans toute bataille (même dans le cadre parlementaire actuel) qui intéresse la classe ouvrière, nous prenons position aux côtés du prolétariat, que nous pouvons - et devons - expliquer que nous ne croyons pas en d'autre solution ultime que celle du renversement de la bourgeoisie par la révolution. Nous avons donc, en votant OUI, à dénoncer le caractère bourgeois de la constitution.

15- Mais nous avons aussi à montrer que cette constitution, fruit d'un travail tripartite et votée en commission par le MRP out pu être encore bien meilleure et bien plus fidèle aux promesses du PS et du PC, si ceux-ci n'avaient pas fait tant de concessions à la coalition. Même par rapport aux promesses des partis ouvriers, c'est une constitution réactionnaire.

En effet, il faut dire que c'est le Président de la République qui dispose de la force armée (art. 95) et non l'Assemblée Souveraine. Que l'Assemblée peut être dissoute par une décision prise en Conseil des Ministres (Art. 81bis). Que la théorie des équilibres et balanciers de Pierre Cot, quel que soit le progrès très réel qu'elle représente par rapport aux 2 chambres, est néanmoins une limitation à la Souveraineté de l'Assemblée. Que les indemnités prévues pour les expropriations "pour cause d'utilité publique" (art. 35) sont en contradiction avec les promesses staliniennes sur l'expropriation des traîtres et profiteurs de guerre, etc...

Des arguments comme ceux-là sont la vraie façon de faire tirer aux masses à chaque pas, leur expérience de la direction stalinienne et réactionnaire. Il nous faut, à la fois défendre notre programme, et montrer de quelle façon les partis ouvriers trahissent le leur.

16- Il faut enfin lier notre campagne pour le référendum à notre campagne à notre campagne électorale, à la défense de notre mot d'ordre gouvernement PS - PC, et à l'exposé de notre programme de parti.

17- Mais encore une fois, de telles démonstrations ne peuvent être faites que dans la mesure où nous participons à l'action. La majorité est revenue sur ses illusions de "montée" actuelle et de guerre civile immédiate; dans la période de recul ou de stagnation que nous traversons sous le poids de la bourgeoisie et des partis traditionnels, notre tactique principale doit être celle du Front Unique.

III - LE SENS DU REFERENDUM DANS LA SITUATION ACTUELLE - SOUDRAN

I- Depuis la libération la bourgeoisie est parvenue à liquider un certain nombre d'avantages acquis par le prolétariat (milices "patriotiques" comités de gestion...) Elle est parvenue à battre en brèche chaque jour davantage le pouvoir d'achat des masses travailleuses, à leur imposer des sacrifices de plus en plus lourds, sans pour cela réussir à remettre sur pied son économie délabrée.

La caractéristique essentielle de la situation actuelle est que cette politique a été prise en charge par le Parti Socialiste, le Parti Communiste et la bureaucratie cégétiste. Les Partis ouvriers traditionnels ont effectué une politique de conciliation de classes qui a pris la forme particulière, à la dernière étape, du tripartisme.

La possibilité de prise en charge des intérêts bourgeois par le PS et le PC et la CGT repose fondamentalement sur la poussée des masses à gauche et sur la persistance de leur confiance en leurs directions traditionnelles ainsi que, bien entendu, sur la trahison de ces dernières.

A la tentative vaine d'instaurer une "démocratie progressive et sociale" l'histoire oppose le dilemme suivant : dictature bourgeoise ou dictature prolétarienne.

2- La bourgeoisie ne peut pas se satisfaire, en définitive, des services des partis ouvriers traîtres.

Le parti communiste, agent de la diplomatie soviétique, est un allié peu sûr et s'oppose notamment au "bloc occidental" grande pensée de la bourgeoisie.

Le parti socialiste qui représente l'aspect pro-américain de la politique bourgeoise risque de perdre d'une telle façon son influence qu'il pourrait cesser d'être le pivot nécessaire à la continuation de la tentative actuelle.

A cela s'ajoute que la trahison des partis ouvriers ne constitue pas une assurance décisive contre une révolte des ouvriers et la croissance d'un mouvement révolutionnaire.

3- La fin politique de la bourgeoisie demeure donc l'instauration d'une dictature brisant les libertés ouvrières pour imposer un essai de redressement sur le dos des masses travailleuses.

Mais le capitalisme n'a pas encore la force de se livrer à cette politique à fond dans le moment présent.

La lutte politique demeure donc circonscrite pour elle, actuellement au terrain parlementaire. L'opposition à la Constitution donne à la bourgeoisie l'occasion de compter et de regrouper ses forces.

Elle effectue cette politique tout en maintenant jusqu'à l'extrême limite une collaboration gouvernementale qui favorise encore la trahison des partis ouvriers, lui donne l'occasion d'exercer un chantage constant et, en définitive, jette le discrédit sur les partis ouvriers et même sur la démocratie en général.

Le maintien des ouvriers dans une attitude passive par les bureaucraties des partis ouvriers et des syndicats, contribue encore à restreindre présentement la lutte au terrain constitutionnel et parlementaire.

4- L'offensive politique de la bourgeoisie vise à atteindre, à l'étape la plus prochaine, les objectifs suivants :

- a) la défaite des partis ouvriers au référendum
- b) la résurrection du Sénat
- c) surtout l'instauration d'un pouvoir présidentiel fort.

C'est sur cette base que s'effectue le rassemblement des partis bourgeois.

5- Mais, qu'on le veuille ou non, la division de la France en deux camps socialement opposés, même à propos de cette constitution bourgeoise, déclenche une crise politique que les "séances d'unanimité nationale" n'arrivent pas à masquer.

.....

Cette crise politique ne pourra désormais aller qu'en s'approfondissant. A l'étape présente l'initiative est aux mains de la bourgeoisie. Désarmé par une direction qui s'arrête à un impossible stade "démocratique progressif", le prolétariat combat en retraite. Mais il n'est aucunement écrasé; il n'a perdu aucune bataille essentielle.

6- La défaite des partis ouvriers au référendum, en l'absence d'un mouvement révolutionnaire, devant une offensive de la bourgeoisie sur ce terrain, serait une véritable défaite pour la classe ouvrière,

Elle signifierait l'instauration d'un pouvoir présidentiel fort, instrument légal fort commode entre les mains de la bourgeoisie pour préparer la dictature.

Tout autre serait la situation si l'on se trouvait en présence d'une poussée révolutionnaire des ouvriers s'exprimant au travers des comités et guidée par un parti communiste internationaliste reconnu, comme avant-garde.

Mais, actuellement, les forces se comptent, la bataille autour de la constitution n'est qu'un prétexte pour une épreuve de force encore pacifique, prélude des luttes inévitables de demain.

7- Dans ces conditions, la tâche du P.C.I. est double :

- a) d'une part faire échec à la provocation bourgeoise
- b) en même temps préparer au travers de l'agitation le passage du prolétariat à l'offensive.

Notre propagande doit s'axer sur les deux points essentiels suivants :

1^o- Le rejet de la constitution, même bourgeoisé, qui est présentée par le PS et le PC serait un échec pour la classe ouvrière et une victoire pour la réaction et c'est l'unique raison pour laquelle nous vous appelons à voter "OUI"

2^o- L'adoption de cette constitution en effet ne résoud aucun problème. Et cela pour les raisons suivantes :

- a) cette constitution est bourgeoise (droit de propriété, les institutions fondamentales bourgeoises demeurent : police, magistrature, bureaucratie gouvernementale)
- b) aucune illusion dans le fait de voter pour la Constitution, parce que la politique bourgeoise continuera d'affamer les ouvriers. N'est-elle pas menée par le PS - PC et la CGT eux-mêmes.
- c) la réaction si elle est battue cette fois-ci et sur le terrain du referendum, continuera son chantage gouvernemental, avec l'appui des partis ouvriers qui permettent cette manœuvre, elle reprendra sur un autre terrain comme en 1934...

3- Le vote "OUI" au référendum n'est qu'un aspect de notre politique mais il nous permet de faire comprendre aux ouvriers la manière de préparer leur offensive, seule façon d'éliminer définitivement le danger de manœuvres et de provocations bourgeoises analogues à celle à laquelle nous assistons.

Au travers de notre propagande et de notre agitation, nous pouvons ainsi appeler les masses à défendre leurs revendications en se mobilisant et en reprenant leurs armes traditionnelles de combat : la grève et les occupations d'usines.

La reprise de cette offensive passe par les deux mots d'ordre principaux suivants :

" Comme en 36, les ouvriers lutteront pour faire triompher leurs revendications ".

" Echec à la provocation bourgeoise ".

9- Le mot d'ordre de rupture de la coalition prend actuellement une valeur nouvelle à condition précisé, ent que l'on explique les raisons pour lesquelles nous votons "OUI".

Le vote "OUI" doit revêtir à travers notre agitation la signification suivante :

" Pas de collaboration avec les provocateurs bourgeois "

" Reprise du combat pour l'amélioration du sort des travailleurs et de véritables réformes de structure " (cf notre programme et résolution du dernier CC.)

10- Dans les masses prolétariennes se manifeste actuellement une nervosité qu'il ne tient qu'à nous de transformer en volonté révolutionnaire à condition que nous sachions partir de leurs préoccupations essentielles qui sont de faire échec à la réaction, d'améliorer leur sort et de voir clairement la voie pour sortir du marasme.

Les promesses démagogiques de la bourgeoisie et de ses agents social-traitres, rencontrent de moins en moins d'échos au sein de la classe ouvrière.

Nous ne pouvons nous contenter indéfiniment d'opposer aux mots d'ordre faux des social-démocrates, les mots d'ordre justes du P.C.I. Nous devons montrer dorénavant aux masses la voie du pouvoir. Et ceci dès maintenant, en expliquant concrètement que la voie du pouvoir prolétarien passe par l'instauration du contrôle ouvrier à tous les échelons, par les comités, par l'extension des pouvoirs de ceux-ci et par leur transformation en pouvoir politique.

IV. - POURQUOI IL FAUT REPOURDRE "OUI" AU REFERENDUM DU 5 MAI - C. ROCHAL

Ce que cette réponse signifie pour notre campagne électorale : poser largement le problème du front unique avec le P.C. et le PS.

Une partie de la majorité, avec à sa tête le camarade Marcoux, s'est ralliée à la position "minoritaire" dans la question du référendum du 5 Mai. Avec quelle réticence ! L'article du camarade Marcoux dans "La Vérité" est le modèle d'une position honteuse qui n'ose pas s'avouer. Le titre à lui seul est un poème. "OUI" écrit Marcoux... "pour un gouvernement PS. PC". C'est clair pour tout un chacun n'est-ce pas ? Et surtout pour l'ouvrier qui s'interroge sur ce qu'il doit faire le 5 Mai. "Il faut répondre oui au référendum du 5 Mai". Tel devait être le titre de l'article, tel devait être notre mot d'ordre cette semaine. L'agitation n'est pas la propagande. Accordons nous une importance quelconque au vote du 5 Mai ? Alors notre agitation devait porter essentiellement sur la réponse posée au référendum. Il fallait dire "Votez "OUI" au référendum" et, ensuite, dire : "la bourgeoisie, toute la réaction enfin rassemblée, voteront non", il fallait marquer cette position, rappeler l'attitude du Vatican et de l'église française, les principaux griefs de la presse bourgeoise, etc... Dire enfin : "Nous voterons oui indépendamment du texte de la constitution, car la bourgeoisie essaie de faire plébisciter ses partis contre les partis ouvriers. Nous sommes aux côtés du PS et du PC dans cette bataille. Nous nous adressons à eux pour mener cette bataille ensemble, et pour mener ensemble la bataille pour les revendications des travailleurs et pour le contrôle ouvrier sur la production."

Le mot d'ordre "gouvernement PS - PC" sera un mot d'ordre central - après le référendum : cette semaine notre agitation devait se porter sur :
1°) notre vote "OUI" -
2°) notre solidarité avec les partis ouvriers dans cette bataille précise, et les propositions de front unique qu'il fallait faire cette fois sur des questions précises, et non comme dans cet article loufoque où notre direction

...proposait un front unique à Staline contre Churchill. Cette proposition exclut-elle la critique de la politique des "socialistes" et des "staliniens"? Pas le moins du monde. C'est la seule position qui puisse nous permettre d'attaquer le "tripartisme" avec des armes solides, et d'avoir "l'oreille" des militants staliniens et socialistes. Il faut savoir distinguer entre l'agitation, la bataille immédiate à engager, et l'activité critique, propagandiste que nous devons mener parallèlement, au fur et à mesure.

Ceci dit, je crains fort qu'en réalité les camarades Lambert, Michèle, etc... aient réagi en face de ce problème par un coup de tête, à la manière de... Marcoux. Ont-ils bien compris ce que signifiait leur position dans la question du référendum? Le Parti sera-t-il une fois de plus mis devant le fait accompli sans qu'une explication lui soit donnée du tournant politique opportun de la direction? Je crains qu'il en soit ainsi.

Or, le sens de notre réponse au référendum doit être clair pour nous tous : notre position au référendum signifie avant tout deux choses :

- 1°) Nous avons pris conscience de la réalité d'un recul de la classe ouvrière, d'une offensive bourgeoise délibérée, de la nécessité du front unique
- 2°) Nous plaçons notre lutte aussi sur le terrain de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme.

1°.- Inutile d'insister sur ce point. Simplement, répétons mille fois la nécessité de développer une politique de front unique à chaque fois que la possibilité de le faire sur des bases concrètes, précises, à partir d'événements qui accrochent ce problème, nous est offerte. Dans un cas comme celui du référendum, le problème du front unique est posé à offrir le front unique dans la bataille du référendum (tout en expliquant par ailleurs pourquoi nous n'aimons pas ce terrain de bataille); c'est la possibilité de faire des propositions de front unique sur d'autres points importants (ravitaillement, salaires, contrôle...) et d'être entendu alors par les militants de base du P.C.F. et du P.S.

2°) Ce sont les faits qui montrent chaque jour avec plus d'évidence la justesse de la position "minoritaire" dans l'appréciation du rôle de la démocratie bourgeoise à l'heure présente et, particulièrement, du parlementarisme. Si le parlementarisme joue un rôle important encore aujourd'hui, c'est évidemment par suite du bas niveau de conscience révolutionnaire des masses, de leur confiance dans les grands partis ouvriers. Nous devons tirer les conséquences de cette constatation : a) il faut critiquer la constitution sur le plan de la démocratie en général avant de la critiquer sur le plan de son caractère social. b) il y a possibilité de voter oui au référendum, à cause des nécessités du front unique, sans trahir les bases programmatiques de la IV^e Internationale. Il est évident que si nous étions en face de larges masses révolutionnées, construisant leurs conseils, abandonnant dans les faits toute confiance dans le parlementarisme bourgeois, nous ne poserions pas la question de défendre une constitution qui instaure un parlementarisme bourgeois.

La question du front unique peut être posée dans la question du référendum parce que le fait de voter une constitution démocratique bourgeoise ne peut pas constituer dans la situation actuelle une trahison de notre programme, mais offre la possibilité d'un compromis nécessaire pour ne pas nous écarter de la grande masse des travailleurs. De cela, il faut tirer toutes les conséquences. Notre participation la plus large, la plus dynamique possible, à la campagne électorale en est la première et la plus importante. La défense du mot d'ordre du front unique ouvrier à travers la campagne, justifiée par notre position dans le référendum, en constitue la seconde, non moins importante. Quant à la troisième, elle concerne le parti : la nécessité de dénoncer une direction dont l'incapacité politique et organisationnelle atteint maintenant son comble. A une semaine de la campagne électorale,

~~Camardé,~~
Camarade,

La position prise les yeux fermés par "La Vérité" sur le référendum, qui consistait à déclarer que le P.C.I. était pour le boycott avant même de connaître les conditions concrètes du vote dans le pays (rapport de forces, positions des partis, etc) a ouvert une crise grave de la direction du Parti.

En effet, devant le fait que pour la première fois depuis la "Libération", la coalition tripartite est rompue sur un point précis (celui du référendum), et que pour la première fois la répartition des forces en présence et en conflit, se fait sur une ligne de classe (ensemble de la bourgeoisie d'un côté, partis ouvriers de l'autre); devant le fait que cette situation est celle d'une épreuve de force entre la bourgeoisie et les partis ouvriers, épreuve de force qui risque de tourner à la défaite de ceux-ci et par conséquent à un recul de la classe ouvrière, devant le fait que le P.C.I. a dû prendre une décision tactique concrète dans ce conflit qu'il n'a pas choisi, mais qu'il ne peut ignorer, la majorité du 2^e Congrès s'est désagrégée en trois tronçons sous la pression de l'offensive de la minorité, seule à défendre une position politique stable et cohérente;

- Lambert et Michèle ont voté depuis le début avec la minorité.

- Etienne et Rodier, après de savants changements d'opinion (allant pour Rodier jusqu'à trois volte-faces en 48 heures) se sont ralliés aussi en fin de compte à la minorité.

- Tanguy, Franck et Dumas, en compagnie de 6 irréductibles ont persisté dans le boycott premier des majoritaires.

Cette désagrégation majoritaire se produit dans le prolongement direct de la politique dogmatique et abstraite défendue par ces camarades au 2^e Congrès. Au premier engagement tactique concret, nécessité par la situation (position précise à prendre sur un problème précis : le référendum), leur stérile répétition des principes a volé en éclats. Or cette faillite pose des problèmes qui ne sont pas encore résolus au moment où je t'écris. Un B.P. doit en trancher une partie samedi 27 au soir.

D'ici là, j'envoie un compte-rendu des principaux événements de la semaine, de façon à ce que tu sois tenu le plus précisément possible au courant de l'évolution de la crise, et que l'organisation entière participe, aux solutions qui lui seront trouvées. En effet, il importe :

1°) De discuter le problème politique posé par ce référendum et les positions différentes du C.C. (majoritaire et minoritaire,)

2°) de connaître :

a) les progrès de la fraction majoritaire qui a honnêtement pris conscience de la situation et a bloqué avec la minorité (Lambert Michèle).

b) les incohérences de la fraction qui s'est ralliée à elle après d'extraordinaires changements d'opinion (Etienne, Rodier)

c) le sectarisme inguérissable de la fraction qui est restée sur ses positions (Tanguy - Frank - Dumas - etc..)

3°) de déclancher l'offensive dans l'organisation contre le retour de telles crises, dues à l'incapacité profonde de la direction majoritaire, et qui mettent en jeu l'existence politique du Parti.

En conséquence, je te fais parvenir aujourd'hui :

- une pièce à titre documentaire, la copie de la résolution d'organisation de la tendance, votée par la minorité, le 30 Mars 1946. Tu verras toi-même que certains points en sont périmés, mais que l'essentiel en reste valable.

En conséquence, je te fais parvenir aujourd'hui :

- Une pièce à titre documentaire ; la copie de la résolution d'organisation de la tendance, votée par la minorité le 30 Mars 1946. Tu verras toi-même que certains points en sont périmés, mais que l'essentiel en reste valable.
- Une copie de la lettre envoyée hier par Etienne au B.P. pour justifier son changement de vote,
- Un compte rendu aussi fidèle que possible des événements de la dernière semaine.

RESOLUTION D'ORGANISATION DE LA TENDANCE VOTEE A L'UNANIMITE
- le 30 MARS 46 par la Minorité du CC.

Les camarades minoritaires du CC, réunis le 30 Mars 1946 constatent:

- a) le fait que le bureaucratisme manifesté par la direction majoritaire est beaucoup plus une réaction de faiblesse et d'impuissance se cristallisant dans les sommets, qu'une maladie profonde atteignant l'ensemble du Parti.
- b) la petitesse de la marge qui a séparé la majorité et la minorité au dernier congrès.
- c) les troubles qui se produisent à l'intérieur de la majorité (reconstitution du CCI, détachement de l'aile Etienne, etc..) et qui conduisent la direction actuelle à adopter des positions politiques de moins en moins correctes.

décident :

de se fixer comme principal objectif de leur action immédiate, la conquête de la majorité dans le PCI au prochain Congrès, compte tenu de la nécessité de prendre toutes les initiatives politiques et matérielles capables de profiter au Parti, et de les développer de façon à ne pas interdire à la minorité pour une raison disciplinaire la conquête du Parti.

envisagent :

de porter l'essentiel de leurs efforts sur les quatre points suivants :

- a) des documents politiques destinés à préciser notre position dans le parti, à alimenter la discussion, et à convaincre de nouveaux militants, et rédigés en ce sens avec le moins possible de polémique inutile ou d'ironie irritante.
- b) la J.C.I. qui, sous la direction du Camarade Soudran, doit recruter au maximum et devenir un réservoir de militants capables pour le Parti.
- c) la "VOIX DU TRAVAIL" qui doit permettre un élargissement de nos contacts politiques et de notre action.
- d) le travail à la base et l'activité au cours de la campagne électorale qui doivent permettre à tous les camarades de la minorité de se montrer les meilleurs militants du Parti, politiquement et organisationnellement.

rappellent :

que la majorité du CC, incapable de faire vivre politiquement le parti, est d'ores et déjà en train de préparer le prochain Congrès, sur le terrain pratique et administratif,

déclarent :

en conséquence qu'il est absolument nécessaire pour tous les camarades de la minorité d'abandonner définitivement toutes habitudes de laisser-aller et d'indiscipline qui ne peuvent que desservir l'ensemble de la tendance dans son action au sein du Parti; de s'attacher avec le maximum de sérieux à leurs tâches politiques et organisationnelles, de considérer que toutes fautes ou négligences sur le terrain du travail quotidien doivent entraîner des sanctions.

décident :

que le secrétariat de la minorité, constitué le 9 Mars 1946 et confié au camarade MAGNIN, aura pour tâches principales :

- a) le contrôle du travail des camarades minoritaires, déterminé par l'ensemble de la tendance, sur le terrain des documents politiques, de l'activité de la tendance, et de l'action à la base du Parti, et l'examen des résultats de ce travail.
- b) la centralisation de la documentation politique et économique
 - lettres et documents internationaux
 - informations générales
 - textes et archives
 - correspondance et activité des camarades minoritaires dans le Parti (à l'exception des correspondances particulières.)
- c) L'organisation des réunions de la tendance, la tenue des procès-verbaux, la mise au courant des camarades absents du travail effectué.
- d) La création d'un lien permanent entre les camarades de la tendance par le moyen d'une correspondance, d'un lien où ils pourront consulter les dossiers politiques, d'une adresse où ils pourront envoyer leurs textes, avis ou suggestions sur quelque sujet que ce soit (les correspondances personnelles peuvent naturellement subsister.)

confirment

l'existence d'un bureau de la tendance composé des camarades :

Geoffroy, Demazière, Magnin, avec Soudran comme suppléant.

---:---:---:---:---:---:---

I - LES FAITS DANS LE PARTI

A. - Le B.P. du 20 Avril -

Le bureau politique qui s'est réuni le 20 Avril 1946, a discuté de la position à adopter par le Parti en réponse au référendum du 5 Mai prochain. Après un long débat, le vote a donné les résultats suivants:

Pour la réponse OUI au référendum
(avec les raisons et les limites prévues du Front Unique)

5 voix : Demazières
Francis
Soudran
Lambert
Rodier

.....

Pour le boycott ou la réponse NON (Franck)

4 voix : Etienne
Tanguy
Dumas
Frank

La majorité a donc été acquise aux partisans du Front Unique contre l'offensive bourgeoise.

Les 4 membres restants ont alors demandé :

- a) l'insertion d'une déclaration définissant leur désaccord dans la "Vérité"
- b) la convocation immédiate d'un Comité Central exceptionnel.

De plus, ils ont déclaré qu'un tel vote remettait en question la composition actuelle du secrétariat, la direction du parti, etc.... toutes choses qui devraient être tranchées par le CC.

B. - le C. C. du 23 AVRIL .-

Ce Comité Central brusqué s'est réuni le 23 Avril 1946. Après une longue discussion, marquée d'une résolution du S.I. demandant abstention au référendum, le vote a été le suivant :

- résolution Lambert (OUI au référendum)
soutenue par la minorité :

10 voix (8 minoritaires + Lambert et Michelà)

- résolution Dumas (boycott)

11 voix (dont Rodier et Etienne)

- résolution Etienne (réponse OUI, si la rupture de la coalition est consommée non seulement sur le plan constitutionnel mais sur le plan gouvernemental.)

1 voix (la sienne - il avait également voté la résolution Dumas qui prévoyait le boycott dans tous les cas.)

Il est important de noter plusieurs détails :

a) Rodier qui avait voté pour le OUI au dernier B.P. est revenu sur sa position et a bloqué avec les majoritaires.

b) Renan et Dural (Bretagne) qui avaient tous les deux voté avec la minorité au dernier C.C. sur ce même problème (qui se présentait à ce moment là en termes assez différents, mais avec des arguments identiques) étaient absents, et ont été remplacés par des suppléants parisiens, évidemment triés sur le volet.

c) Cette suppléance s'est faite de manière totalement irrégulière. En effet, le rôle d'un suppléant du C.C. est, d'après les statuts, de n'importe quel parti bolchevick, de remplir une vacance, c'est-à-dire de ne prendre la place (pour le vote) que d'un camarade empêché d'exercer son activité politique pendant une certaine période.

(Le 1er suppléant sur la liste vient automatiquement remplacer au B.P. un camarade malade, en congé, en prison, etc.) Mais son rôle n'a jamais été de suppléer à une absence pure et simple d'un camarade en activité, en ce sens que n'importe quel suppléant peut être pris pour remplacer un camarade absent. Ou bien l'absent (personnellement responsable de son activité au C.C.) envoie son vote par écrit, ou bien il ne vote pas.

Oz, Deschamps (majorité Bordeaux) et Renan (Majorité Bretagne) absents n'ont pas envoyé de vote par écrit, alors que Sylvain (minorité Lyon) et Monge (minorité Clermont) l'ont fait par télégramme.

Les 2 votes majoritaires émis par des suppléants amenés au pied levé par la majorité (Janson et un autre) n'ont donc aucune valeur juridique et ont été contestés par la minorité.

A la suite de ce vote, les membres minoritaires du B.P. (Francis, Demazières, Soudran) ont remis leur démission du Bureau Politique. Il est bien entendu que cette démission n'est en aucune façon un départ du C.C. ou un abandon des tâches qui incombent à ces camarades et qu'ils n'abandonneront que sur une décision du C.C. les leur retirant. Leur démission a une signification politique et politique seule. En effet, ils considèrent qu'il leur est impossible de prendre la responsabilité d'appliquer une ligne politique avec laquelle ils sont aussi gravement en désaccord, puisque les membres d'un B.P. sont "collectivement responsables" de sa ligne, selon les termes mêmes du camarade Frank. Au contraire, ils tiennent à rester au C.C. qui est l'organe de direction qui élabore cette ligne politique, et où ils continueront à lutter de toutes leurs forces pour l'adoption d'une politique correcte.

D'autre part, la minorité a demandé à son tour (comme l'avait fait la majorité, minoritaire au dernier B.P.) l'insertion de sa position sur le référendum dans la "VERITE". En effet, sur un problème aussi grave, qui peut aboutir à la liquidation du peu d'influence que nous avons dans la classe ouvrière, nous estimons qu'il est de notre devoir d'informer, non seulement l'ensemble du Parti, mais tous les lecteurs de "La VERITE" et qu'il est de la plus extrême importance pour l'avenir du Trotskysme en France, de montrer à ces derniers qu'il existe au moins une tendance dans le P.C.I. qui ne se désintéresse pas totalement du rapport de forces concret dans le pays et des intérêts de la classe ouvrière.

En conclusion, il a été décidé par la majorité de continuer à fonctionner avec un B.P. de 5 membres, avec possibilité pour le prochain C.C. de compléter le B.P. par cooptation de ses membres (y compris les suppléants.)

B - Bureau Politique du 24 Avril.

Ce B.P. convoqué pour prendre connaissance du revirement d'Etienne et réorganiser en conséquence la distribution des responsabilités, n'a pu remplir que la première de ces deux tâches. Il a également enregistré que Rodier se solidarise avec la lettre d'Etienne, par conséquent changeait son vote une nouvelle fois.

Les camarades Tanguy, Dumas et Frank ont demandé que les majoritaires, partisans du "OUI" prennent en mains le Secrétariat. Rodier étant, de l'avis général des majoritaires, indispensable à la tête de la région parisienne, ce ne pourrait être qu'un Secrétariat Etienne-Michèle-Lambert.

Lambert a déclaré qu'il s'agissait là d'une manœuvre visant à discréditer ces 3 camarades en les plaçant dans des conditions où il leur était impossible d'assumer la direction du Parti.

Etienne, après avoir déclaré qu'on se trouvait en face d'une "banqueroute frauduleuse" de la majorité, s'est dit prêt à assumer avec Lambert et Michelle la charge du Secrétariat sous la réserve qu'un Congrès national extraordinaire serait réuni le 10 Mai.

Soudran et Geoffroy ont montré le danger de ces solutions. Le premier a proposé que le Secrétariat soit composé par les 2 tendances soutenant le "OUI" : minorité au II^e Congrès et minorité de la majorité. Le second a dit qu'au cas où la majorité nous plaçait devant une faillite, la minorité était prête à former le Secrétariat.

Rodier a proposé un Secrétariat tripartite : Lambert, Dumas, et un minoritaire.

Les majoritaires ne pouvant trouver un accord se sont réunis entre eux pendant 20 minutes, au bout desquelles ils ont avoué n'avoir pu encore trouver de solution.

Ils ont décidé de maintenir le statu quo jusqu'à un prochain B.P., Samedi 27. La minorité s'est prononcée contre cette "solution" et le B.P. s'est terminé après qu'il ait été précisé que la responsabilité du journal restait à Etienne et que Tanguy ne pourrait prendre de responsabilité d'ici Samedi pouvant engager le Parti sur les problèmes du référendum.

III -- LA DISCUSSION DANS LA MINORITE

En dehors de ce bref historique des derniers événements à la direction du Parti, je dois préciser rapidement l'essentiel des discussions qui se sont déroulées au sein de notre tendance et la position politique qui en a résulté.

A.- La réunion de tendance du 15 Avril 1946

Cette réunion s'est tenue alors que le M.R.P. ne s'était pas encore prononcé sur son attitude à l'égard de la Constitution. Dans cette situation, les Camarades de la minorité ont discuté de trois positions différentes :

a) Voter OUI dans tous les cas (que le M.R.P. rompe la coalition ou ne la rompe pas). Position défendue par Swann, Laval, Lenôtre.

L'important étant de ne pas risquer la moindre confusion avec les votes réactionnaires, de se lier aux masses, et de ne pas encourager l'absentéisme, il faut d'abord dire OUI de toute façon, ensuite délimiter notre position.

b) Bulletin blanc dans tous les cas - Position défendue par Séverin et Lucien.

Refusant de voter une Constitution bourgeoise, ces camarades refusent également de mêler leurs voix à la réaction. S'en tiennent à la solution proposée par la minorité à l'avant dernier C.C. (repoussée par III voix contre 10)

c) attitude soumise à celle du M.R.P.

En cas de vote tripartite : bulletin blanc.

En cas de rupture de la coalition sur le référendum : voter OUI

Front unique avec les partis ouvriers, délimitation précise de notre position. Position défendue par Demazière, Geoffroy, Francis, Magnin, Soudran, Beaufrère.

En effet, si la Constitution reste le produit du tripartisme, nous ne pouvons abandonner notre dénonciation de la coalition et la voter, même tactiquement; si au contraire la coalition est rompue, nous ne pouvons abandonner notre défense du gouvernement PS- PC - et ne pas nous ranger à leurs côtés contre la bourgeoisie.

B.- La réunion du bureau de la minorité du 20 Avril 1946

Par la suite, le M.R.P. rompt la coalition sur le référendum. Les positions a) et b) sont donc confondues. Séverin, défenseur du bulletin blanc (position b) se rallie à l'ensemble de la tendance. Sur décision du bureau, la minorité présente donc au B.P. du soir même la position qui, comme on l'a vu plus haut, a remporté la majorité.

Pour la minorité du CC. du P.C.I. : GEOFFROY (Titulaire)
MAGNIN (Suppléant)

Au cours du bureau politique du 29 Avril 46, le secrétariat du Parti avait mis à l'ordre du jour avant même la discussion politique (ce qui ne fut pas accepté) la lecture de documents prouvant l'existence d'une fraction dans le Parti. Voici les faits rapidement :

Une série de lettres et compte rendus a été adressée au nom de la tendance minoritaire du CC par le camarade Magnin de Paris, au camarade Lucien de Lille, suppléant au CC. Ces documents, mis sous double enveloppe, car Magnin n'avait pas l'adresse de Lucien avaient été envoyés à Vanhove, camarade majoritaire de Lille. La 2° enveloppe fut néanmoins ouverte par ce dernier et les papiers inclus remis à Dumas qui se trouvait à Lille ce jour-là et qui les ramena avec lui à Paris. Lecture en fut faite au B.P. et la majorité de celui-ci décida de les porter à la connaissance du parti en même temps qu'elle votait une résolution condamnant l'existence de la "fraction" minoritaire et lui enjoignant de se dissoudre.

Il ne s'agit pas de discuter ici le contenu des documents dont les minoritaires se réjouissent qu'ils fournissent la matière d'un bulletin intérieur. Ils font d'ailleurs remarquer à ce sujet :

1°) Que les textes en question ne font que donner les renseignements parus dans le B.I. de Mars (CC des 30 et 31 Mars) et les procès-verbaux du CC extraordinaire du 23 Avril et des B.P. des 20 et 24 Avril, le tout publié à partir du 30 Avril seulement .

2°) qu'un texte minoritaire rédigé dès le 29 Avril et adressé au Parti rendait compte de la lutte politique autour du référendum, de la signification de cette lutte, de l'éclatement de la majorité et des responsabilités des tendances et de leurs représentants dans le chaos organisationnel et politique actuel du P.C.I.

3°) que lorsque cette documentation minoritaire a été expédiée, la minorité avait déjà revendiqué la direction du Parti, sur la base de la nouvelle majorité pour le OUI au référendum - ou demandé au moins qu'il soit constitué un secrétariat tripartite ou bipartite (dans ce dernier cas, les deux tendances pour le OUI. Se reporter au P.V. du B.P. du 27 Avril.)

Voyons rapidement l'attitude majoritaire.

Apparemment elle se situe sur le plan formel et disciplinaire. La résolution votée au B.P. du 20 Avril qui condamne la "fraction" minoritaire, lui enjoint de se dissoudre et décide de porter tous les faits et documents à la connaissance du parti, s'appuie sur une série d'arguments :

- a) la correspondance adressée par les minoritaires porte la mention "secrétariat de la minorité" et une adresse.
- b) elle a été adressée à des camarades qui n'étaient pas membres du CC.
- c) la fraction est "clandestine",
- d) elle a des liaisons internationales et une documentation internationale.

Il est trop simple de répondre à tout cela avant de passer au véritable problème.

.....

1- Réponse qui suffit à elle seule : la situation dans le parti, sans direction véritable depuis le 20 Avril, (1° renversement de la majorité) imposait aux minoritaires de prévoir de toute urgence la continuité dans le travail organisationnel et la poursuite de la campagne électorale. Nous étions habilités à renseigner immédiatement les camarades minoritaires de province - avant de saisir le parti tout entier - pour assurer le repêchage du parti dans des circonstances extrêmement délicates, d'autant plus critiques que les camarades Bleibtreu et Privas, membres du secrétariat ont déclaré au B.P. du 24 Avril (se reporter au P.V. dans le B.I.) "Ne pas pouvoir diriger l'organisation sur une politique qu'ils n'approuvent pas".

2- Répondons, s'il en est encore besoin, sur la question disciplinaire.

- l'inculpation pour la mention "secrétariat de la tendance" est d'un jésuitisme qui n'échappera à personne. Un secrétariat, comme a fort bien répondu le camarade de Lille, représente le minimum d'organisation nécessaire à la vie de la tendance et à la coordination de ses activités. Ses tâches sont parfaitement définies dans la résolution d'organisation de la minorité.

- le camarade Lucien, de Lille, est sur la liste des suppléants minoritaires du CC.

- Jamais les minoritaires n'ont obéi à une discipline de vote quelle qu'elle soit - discipline qui caractérise essentiellement la fraction. Un camarade minoritaire (Lucien de Paris) a maintenu sa position du bulletin nul jusqu'au bout, et a voté sur cette position dans sa cellule. Un autre (Swann) était partisan du OUI en tout état de cause et a fait remettre un texte le 24 Avril au secrétariat pour insertion au B.I.

- certains d'entre les documents incriminés ont été envoyés à Roman membre majoritaire du CC (Bretagne)

- La discipline et le sérieux dans le travail dont il est fait mention dans les documents de la minorité portent explicitement sur le travail dans le parti, pour le parti, ceci en vue de la conquête de la majorité au prochain congrès.

En conséquence, les 3 camarades minoritaires du B.P. ont refusé de voter sur la résolution condamnant leur "fraction" - inexistante.

Enfin, nous n'omettons pas de signaler 2 faits - on serait tenté de dire 2 méfaits - qui ont leur importance :

a) l'ouverture d'une lettre personnelle adressée à un militant représente une véritable violation de correspondance.

b) l'attitude du camarade Dumas qui, non seulement lit ces documents adressés à un militant, mais les emporte avec lui à Paris, représente la violation du droit le plus strict de tendance.

Mais voyons maintenant où et comment se situe le véritable problème.

La "machine infernale" lancée contre les minoritaires n'a d'autre but que de masquer la faillite politique totale et les résultats lamentables de la direction majoritaire dans une période où les conséquences s'en font sentir gravement sur le parti et sur chacun des camarades. De telles méthodes sont intolérables. Se saisissant du prétendu complot minoritaire, les majoritaires se sont bien gardés de remettre en question

...la direction du secrétariat et n'ont plus fait état de leur incapacité, amplement démontrée hélas, "à diriger l'organisation sur une tactique qu'ils n'approuvent pas."

La minorité réclame à nouveau la direction, et dénonce au parti la ligne politique et les méthodes actuelles qui tendent à faire de notre organisation un cadavre mort-né.

Au cours de la crise qui a éclaté, qui est une crise politique et une crise de direction, seule la minorité est apparue avec une politique. La majorité s'est brisée. Et elle a avoué par la bouche des camarades Lambert et Marcoux sa "banqueroute frauduleuse", sa "faillite totale", sans que personne ait osé protester.

C'est dans ces circonstances qu'on essaie de déclencher une lutte fractionnelle. Rien, camarade Dumas, ne pourra arrêter la désagrégation de la majorité car cette désagrégation est politique. Pas plus que ne pourra être masquée la crise au profit d'une direction sans politique et sans scrupule.

La vie de notre tendance et sa cohésion générale, bien loin de nuire au parti où quoi que ce soit a sauvé celui-ci du suicide en évitant le boycott. Cette vie n'a pas à être cachée. Donnez-nous des Bulletins Intérieurs. Commencez par publier immédiatement les compte-rendus du 2^e Congrès et notamment intéressez la discussion politique, qui sera, malgré vous, d'autant plus instructive avec ce retard de 3 mois.

- Cette déclaration a été remise au secrétariat le 3 Mai 46 pour être publiée au bulletin intérieur en même temps que les "documents" minoritaires incriminés.

P.S. - Le camarade Lucien ayant autorisé le camarade Dumas à emporter et à publier les textes qu'il avait reçus, Dumas n'est donc pas responsable pour l'avoir fait.

Pour la Minorité :

DEMAZIERE et GEOFFROY

.....

NOTE DU CAMARADE PRIVAS

Dans le texte minoritaire à propos d'une fraction, on qualifie de "méfait" d'avoir lu et emporté de Lille des documents adressés à un camarade minoritaire.

Je tiens à faire remarquer au parti que c'est avec l'autorisation et l'approbation du destinataire que j'ai remis ce bulletin fractionnel au B.P. Ce que j'ai déclaré au B.P. où siègent des camarades minoritaires.

.....

Le secrétariat d'organisation s'excuse de donner au Parti un B.I. encore très insuffisant dans sa présentation.

Nous voudrions en donner l'explication bien que du point de vue du militant qui paye son bulletin elle ne constitue pas une excuse.

Nos locaux sont beaucoup trop exigés pour le travail que nécessite le développement actuel du parti. Nous travaillons donc déjà dans des conditions matérielles très mauvaises dont le bulletin se ressent malgré tout le dévouement des camarades employés à l'appareil technique.

De plus cet "appareil" du parti est insuffisant en nombre. Chaque dactylo ou ronéoteur est surchargé par le courrier, les textes préparant les réunions, les bulletins, etc... Et ceci a été aggravé par le renouvellement total de cet appareil à cause de la maladie ou de la mobilisation de camarades et l'adaptation des nouveaux.

Enfin, l'obligation dans laquelle nous sommes de faire le maximum d'économie financière se ressent aussi : papier de mauvaise qualité, machines vétustes, etc...

Seul un renforcement numérique et financier du parti sera un remède efficace et durable.

ERRATA

Page 21 - Il manque le titre du chapitre : "ARTICLES DE DISCUSSION"

Page 30 - Début de l'article, lire :

"L'argument central invoqué pour répondre "Oui" au référendum, en particulier par les camarades majoritaires qui se sont prononcés dans ce sens, consiste en ceci :

Page 31 - - ligne 1, paragraphe 2 lire :

"...et le gouvernement travailliste au parti conservateur.."

- ligne 2, paragraphe 2 : "...ils ont la classe ouvrière ..."

- ligne 2, paragraphe 4 lire :

".... la classe ouvrière Anglaise..." au lieu de française.

- ligne 8, paragraphe 4 : supprimer "pour" après : un Trotskyiste anglais.

Page 36 - ligne 5, paragraphe 4 lire :

".... Ces votes de larges couches petites bourgeoises..."

Page 41 - Supprimer le titre "ARTICLES DE DISCUSSION"

.....
Page 42 - ligne I lire :

"... Le P.C.I. est naturellement dans ce combat avec les masses travailleuses..."

Page 43 - 44 - La page 44 a été brochée, dans certains exemplaires, avant la page 43.

Page 43 - lignes I et 2 lire :

"... Le camarade Favre est celui qui a exercé sur le congrès un chantage destiné à lui faire abandonner le principe de la représentation proportionnelle..."

Page 44 - ligne I lire :

"... 4- Le vote "non" du M.R.P. marque non le début d'une offensive générale de la bourgeoisie, puisque la coalition est maintenue sur le plan gouvernemental..."

Page 43 - ligne I - paragraphe 2, lire :

"... dans le sens prévu alors par la minorité..." et non majorité.

Page 50 - Titre du chapitre : "ANNEXE"

Titre de l'article : "BULLETIN DE LA MINORITE"